



**BOUCHES-DU-
RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°13-2021-120

PUBLIÉ LE 28 AVRIL 2021

Sommaire

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités /

13-2021-04-26-00044 - Arrêté portant renouvellement d'agrément au titre des services à la personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES " sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE. (3 pages) Page 4

13-2021-04-26-00045 - Récépissé de déclaration au titre des services à la personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES" sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE. (3 pages) Page 8

Direction départementale de la protection des populations 13 /

13-2021-04-28-00002 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification 13-23?? (2 pages) Page 12

13-2021-04-28-00003 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification 13-50 (2 pages) Page 15

13-2021-04-28-00004 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification 13-58 (2 pages) Page 18

13-2021-04-28-00005 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification C-13-2013-083 (2 pages) Page 21

13-2021-04-28-00006 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification S-13-2014-101 (2 pages) Page 24

13-2021-04-28-00007 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification T-13-2013-95 (2 pages) Page 27

13-2021-04-28-00008 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures) ?? n° d'identification T-13-2013-98 (2 pages) Page 30

Direction générale des finances publiques /

13-2021-04-28-00001 - Délégation automatique de signature des responsables de structures en matière de contentieux et de gracieux fiscal (4 pages) Page 33

Direction Régionale des Douanes /

13-2021-04-19-00025 - Décision délégation 2021-8 (67 pages) Page 38

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône / Cabinet

13-2021-04-27-00002 - Arrêté donnant délégation de signature à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer, Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation (4 pages) Page 106

Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l' Environnement

13-2021-04-27-00004 - Arrêté portant habilitation de la société dénommée
« PFI Provence » exploitée sous l' enseigne commerciale « ACCUEIL
PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à MARSEILLE
(13001) dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021 (2 pages) Page 111

13-2021-04-27-00003 - Arrêté portant habilitation de l' établissement
secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD »
sis à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021 (2
pages) Page 114

13-2021-04-26-00043 - Arrêté portant habilitation de l' établissement
secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES »
sise à VELAUX (13880) dans le domaine funéraire, du 26 avril 2021 (2 pages) Page 117

Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Sécurité : Polices Administratives et Réglementation

13-2021-04-26-00041 - renouvellement auto-ecole CHAVE-PROGRES, n°
E0301310820, monsieur Jean-Claude PAGES, 62 RUE DU PROGRÈS 13005
MARSEILLE (3 pages) Page 120

13-2021-04-26-00042 - renouvellement auto-ecole MIRABEAU CONDUITE, n°
E1201363160, madame Isabelle BRULE, 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE
13550 NOVES (3 pages) Page 124

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

13-2021-04-26-00044

Arrêté portant renouvellement d'agrément au
titre des services à la personne au bénéfice de la
SAS "AIX SERVICES " sise 2, Boulevard Aristide
Briand - 13100 AIX EN PROVENCE.



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités
des Bouches du Rhône**

**Pôle Economie Emploi Entreprises
Département Insertion Professionnelle**

**ARRETE N° PORTANT RENOUELEMENT D'AGREMENT
D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE**

NUMERO : SAP527575047

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône
Et par délégation,
La Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités des Bouches-du-Rhône

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-13, D.7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu l'arrêté du 01 octobre 2018 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément,

Vu l'arrêté préfectoral n°13-2016-04-04-008 portant renouvellement d'agrément d'un organisme de Services à la Personne délivré le 07 avril 2016 à la SAS « AIX SERVICES »,

Vu la demande de renouvellement d'agrément, formulée en date du 20 janvier 2021, par Monsieur Pierre JUTON, en qualité de Président de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 Aix en Provence et déclarée complète le 20 janvier 2021,

Vu le document de certification AFNOR - « Services aux Personnes à domicile - V10.1 » - Norme NF X50-056 (08/2014) n° 57687.12 délivré le 01 septembre 2020,

Sur proposition de la Directrice départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'agrément de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand 13100 AIX EN PROVENCE est renouvelé à compter du 07 avril 2021 pour une durée de cinq ans.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 du Code du Travail et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

ARTICLE 2 :

Cet agrément couvre les activités suivantes :

- Garde d'enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés à domicile ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante) à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.

Les activités ci-dessus seront effectuées selon le mode **PRESTATAIRE** sur le département des **BOUCHES-DU-RHONE**.

ARTICLE 3 :

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

ARTICLE 4 :

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

ARTICLE 5 :

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 26 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Par empêchement de la Directrice départementale
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des
Bouches-du-Rhône
La Responsable du département « Insertion
Professionnelle »,

Hélène BEUCARDET

55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - 📠 04 91 57 96 40
Mel : paca-ut13.sap@direccte.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

13-2021-04-26-00045

Récépissé de déclaration au titre des services à la
personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES"
sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN
PROVENCE.



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités
des Bouches du Rhône**

**Pôle Economie Emploi Entreprises
Département Insertion Professionnelle**

**Récépissé de déclaration n°
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP527575047**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D 312-6-2,

Vu l'agrément délivré le 07 avril 2021 à la SAS « AIX SERVICES »,

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

CONSTATE

Qu'une déclaration d'activités de Services à la Personne a été déposée le 20 janvier 2021 auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Bouches-du-Rhône par Monsieur Pierre JUTON, en qualité de Président de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE.

DECLARE

Que le présent récépissé abroge, à compter du 07 avril 2021 le récépissé de déclaration n°13-2016-04-04-009 du 04 avril 2016.

A compter de cette date, cette déclaration est enregistrée sous le numéro **SAP527575047** pour l'exercice des activités :

- Relevant de la déclaration, **soumises à agrément et exercées en mode PRESTATAIRE** sur le département des **Bouches-du-Rhône** :

- Garde d'enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés à domicile ;

- Accompagnement des enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.

- relevant uniquement de la déclaration et exercées en mode **PRESTATAIRE** :

- Assistance aux personnes (**hors personnes âgées, personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques**) qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion des soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes (**hors personnes âgées, personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques**) qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transports, actes de la vie courante),
- Livraison de courses à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux courses,
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile,
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile,
- Soutien scolaire ou cours à domicile,
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petits bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Assistance informatique à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux pour personnes dépendantes ;
- Soins esthétiques pour personnes dépendantes.

- relevant de la déclaration, **soumises à autorisation** et **exercées en mode PRESTATAIRE** sur le département des Bouches-du-Rhône :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou l'aide à l'insertion sociale mentionnées aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 aux personnes âgées et aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques qui ont besoin de telles prestations à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues à l'article L. 1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n° 99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales,
- Accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante),
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les départements d'exercice de ses activités.

Toutefois, en application de l'article D 312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 26 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Par empêchement de la Directrice Départementale
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des
Bouches-du-Rhône
La Responsable du département « Insertion
Professionnelle »,

Hélène BEAUCARDET

55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - 📠 04 91 57 96 40
Mel : paca-ut13.sap@direccte.gouv.fr

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00002

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-23



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-23

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Considérant l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant n° d'identification 13-23 qui appartient au camping du Manoir de KERLUT.

Article 2 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHEVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00003

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-50



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-50

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N°13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHEVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHEVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Vu le courriel du 25 février 2021, M. Jimmy MAUGER, propriétaire décline le CTS 13-50 ;

Considérant l'inexploitation définitive de l'Etablissement Recevant du Public ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant 13-50 qui appartient à M. Jimmy MAUGER.

Article 2 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00004

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-58



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification 13-58

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Considérant l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant n° d'identification 13-58 qui appartient à M. Philippe DELACROIX.

Article 2 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHEVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00005

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification C-13-2013-083



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
C-13-2013-083

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Vu le courrier du 11 février 2021, M. Rudy KERWICH, propriétaire déclassé le CTS C-13-2013-083 ;

Considérant l'inexploitation définitive de l'Etablissement Recevant du Public ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral 201318-0082 en date du 18 janvier 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant C-13-2013-083 qui appartient à M. Rudy KERWICH.

Article 3 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00006

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification S-13-2014-101



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
S-13-2014-101

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Considérant l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral 2014 224-0001 en date du 12 août 2014 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant S-13-2014-101 qui appartient à M.GIULIANO.

Article 3 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00007

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification T-13-2013-95



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
T-13-2013-95

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Considérant l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral 2013 280-0007 en date du 09 octobre 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant T-13-2013-95 qui appartient à société DE K2CIRK.

Article 3 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des
populations 13

13-2021-04-28-00008

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de
CTS (chapiteaux, tentes et structures)
n° d'identification T-13-2013-98



ARRÊTÉ
procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)
T-13-2013-98

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

Considérant l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

Considérant l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral 2013 280-0010 en date du 09 octobre 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant T-13-2013-98 qui appartient à société DE K2CIRK.

Article 3 : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la protection des populations,

SIGNE

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction générale des finances publiques

13-2021-04-28-00001

Délégation automatique de signature des
responsables de structures en matière de
contentieux et de gracieux fiscal



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

16, Rue Borde
13357 Marseille Cedex 20

L'administrateur général des Finances publiques, directeur régional des Finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône ,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 et suivants de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment les articles L. 190 et R.*190-1 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

Article 1^{er} - Le montant de la délégation dont disposent, en matière de contentieux et de gracieux fiscal et en application des dispositions du III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts, les responsables des services des finances publiques dans le département des Bouches-du-Rhône, dont les noms sont précisés en annexe, est fixé à :

- 60 000 €, pour prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou de restitution d'office, ou pour prendre des décisions gracieuses portant remise, modération, transaction ou rejet. Cette limite est portée à 76 000 € pour les responsables ayant au moins le grade d'administrateur des Finances publiques ;
- 100 000 €, pour statuer sur les demandes de remboursements de crédit d'impôt de TVA, de crédit d'impôt en faveur de la recherche, et de crédit d'impôt innovation.

Article 2 - Ces mêmes responsables des services des finances publiques dans le département des Bouches-du-Rhône sont par ailleurs compétents sans limitation de montant pour :

- signer les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions gracieuses et contentieuses ;
- statuer sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de contribution économique territoriale présentées par une entreprise dont tous les établissements sont situés dans le ressort territorial du service (SIP ou SIP-SIE) ;
- statuer sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes ;
- accorder les prorogations de délai prévues aux IV et IV bis de l'article 1594-0 G du code général des impôts.

Article 3 - Le présent arrêté prendra effet au 1^{er} mai 2021 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 28 avril 2021

L'administrateur général des Finances publiques,
directeur régional des Finances publiques de
Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-
du-Rhône,

signé

Francis BONNET

Annexe

Direction régionale des Finances publiques des Bouches-du-Rhône

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II et les articles 212 et suivants de l'annexe IV au code général des impôts

NOM - Prénom	Responsables des services	Date d'effet de la délégation
	Services des Impôts des entreprises	
CORDES Jean-Michel	Aix Nord	01/05/2020
HUMBERT Xavier	Aix Sud	01/10/2017
BENESTI Jean-Luc	Arles	01/06/2020
BERTOLO Jean-Louis	Aubagne	01/07/2015
AIM Gérard	Istres	01/07/2013
ARNOU Franck	Marignane	01/05/2019
CRESENT Chantal	Marseille 1/8	01/01/2017
JOB Nicole	Marseille 2/15/16	01/04/2021
ARNAUD Denis	Marseille 3/14	01/06/2020
FONCELLE Gérard	Marseille 5/6	01/04/2021
ROUCOULE Olivier	Marseille 7/9/10	01/07/2018
ROSSIGNOL Georges	Marseille Saint Barnabé	17/09/2019
GAVEN Véronique	Martigues	01/07/2013
RAMBION Corine	Salon de Provence	01/04/2020
DANY Michel	Tarascon	01/02/2019
	Services des impôts des particuliers	
GIRAUD Pascal	Aix Nord	01/07/2020
DUFOUR Marilynne	Aix Sud	01/05/2020
RAFFALI Marie Jeanne	Arles	01/09/2019
DI PAOLA Christiane	Aubagne	01/06/2020
LIEBAERT Annie	Istres	01/07/2019
GERVOISE Corinne	Marignane	01/05/2021
LEVY Sophie	Marseille 2/15/16	01/10/2020
ARLAUD Fabienne	Marseille 3/14	01/05/2019
JEREZ Jean-Jacques	Marseille 4/13	01/05/2020
SUBERVILLE Vincent	Marseille 5/6	01/11/2020
PUCAR Martine	Marseille BORDE 1 ex BORDE 1	23/01/2021 01/01/2021
SUBERVILLE Vincent (intérim)	ex Marseille 7/9/10	01/06/2020
KUGLER GHEBALI Florence	Marseille 1/8	01/11/2020
GUEDON Chantal	Marseille 11/12	01/10/2017
PARDUCCI Christian	Martigues	01/04/2019
LEYRAUD Frédéric	Salon de Provence	01/05/2020
	Tarascon	01/04/2019

NOM - Prénom	Responsables des services	Date d'effet de la délégation
CESTER Hélène	Service des impôts des particuliers - Service des Impôts des entreprises SIP- SIE La Ciotat Trésoreries	01/07/2018
LAUBRAY Eric BUREAU Philippe BERDAGUÉ Denis ROLLET Sébastienne (intérim) TOUVEREY Magali TEISSIER François	Châteaurenard Gardanne Maussane - Vallée des Baux Roquevaire St Rémy de Provence Trets	01/02/2019 01/05/2021 01/04/2019 01/03/2021 01/07/2013 01/09/2018
VITROLLES Rémi VITROLLES Rémi (intérim) MENOTTI Franck (intérim) LAVIGNE Pierre (intérim) LAVIGNE Pierre MENOTTI Franck CHENILLOT Fabien	Services de Publicité Foncière Aix 1 ^{er} bureau Aix 2 ^{ème} bureau Marseille 1 ^{er} bureau Marseille 2 ^{ème} bureau Marseille 3 ^{ème} bureau Marseille 4 ^{ème} bureau Tarascon	14/05/2016 01/07/2017 15/05/2020 12/10/2020 12/10/2020 01/10/2016 01/06/2020
	Brigades 1 ^{ère} brigade départementale de vérification Marseille 2 ^{ème} brigade départementale de vérification Marseille 3 ^{ème} brigade départementale de vérification Marseille 4 ^{ème} brigade départementale de vérification Marseille 5 ^{ème} brigade départementale de vérification Aix 6 ^{ème} brigade départementale de vérification Aix 7 ^{ème} brigade départementale de vérification Salon 8 ^{ème} brigade départementale de vérification Marignane	01/09/2019 01/01/2015 01/09/2018 01/09/2017 01/09/2017 01/01/2020 01/09/2018 01/09/2019

NOM - Prénom	Responsables des services	Date d'effet de la délégation
	Pôles Contrôle Expertise	
LAYE Didier	Aix	01/12/2019
SEVERIN Fabrice	Marignane	01/09/2019
BAUDRY Laurent	Salon de Provence	01/09/2018
ALOUANI Véronique	Marseille Borde	01/09/2020
MIRANDA Nathalie (intérim)	Marseille St Barnabe	01/01/2021
LANGLINAY William	Marseille Sadi-Carnot	01/09/2017
	Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine	
PIETRI Anne		09/09/2020
	Pôles de recouvrement spécialisés	
GOSSELET Jean-Jacques	Aix	01/05/2020
DAVADIE Claire	Marseille	01/02/2019
	Centre des impôts fonciers	
MATIGNON Valérie	Aix-en-Provence	01/09/2020
DI CRISTO Véronique	Marseille Nord	01/09/2016
LABORY Jean-Paul	Marseille Sud	01/09/2019
NOUIRA Ameni	Tarascon	01/09/2020
	Service Départemental de l'Enregistrement	
GIACOMINI Sylvie (intérim)	Aix-en-Provence	01/04/2021
NOEL Laurence	Marseille	01/12/2017

Direction Régionale des Douanes

13-2021-04-19-00025

Décision délégation 2021-8

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

MARSEILLE CEDEX 2, LE 19 AVR. 2021

DR MARSEILLE

48 AV ROBERT SCHUMAN
13224 MARSEILLE CEDEX 2
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : RABEUX Caroline
Téléphone : 09 70 27 83 09
Télécopie : 04 91 14 14 13
Mél : dr-marseille@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/8 du directeur régional à MARSEILLE CEDEX 2 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

JEAN BAPTISTE Guy

Annexe I à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
AGULLO Pascal	2000	20000	2000	2000	2000
AGULLO Sabine	2000	20000	2000	2000	2000
ALPHAND Marien	10000	30000	10000	10000	10000
ALSFASSER Samuel	10000	30000	10000	10000	10000
AMIR Kamel	10000	30000	10000	10000	10000
ARCHER Andre	60000	60000	60000	60000	60000
AUBINAUD Patricia	10000	30000	10000	10000	10000
AUGARDE Jean-Francois	10000	30000	10000	10000	10000
AYGRET Morgane	10000	30000	10000	10000	10000
BALLIAN Justine	2000	20000	2000	2000	2000
BARBAS BOUTET Solange	60000	60000	60000	60000	60000
BASSUEL Emmanuel	10000	30000	10000	10000	10000
BELPAEME Guilhem	2000	20000	2000	2000	2000
BEN MOHAMED Mohamed	2000	20000	2000	2000	2000
BEN SLAMA Yamin	2000	20000	2000	2000	2000
BENCHORA Nacer	2000	20000	2000	2000	2000
BENHENDA Mehdi	2000	20000	2000	2000	2000
BENLIAN Yann	10000	30000	10000	10000	10000
BERARD Eric	10000	30000	10000	10000	10000
BERGERON Damien	10000	30000	10000	10000	10000
BIJON Manuel	10000	30000	10000	10000	10000
BLIDI Mohammed	10000	30000	10000	10000	10000
BONNEROT Sylvain	2000	20000	2000	2000	2000
BORGHESI David	15000	40000	15000	15000	15000
BOUMEDINE Soraya	10000	30000	10000	10000	10000
BOURHY Marine	2000	20000	2000	2000	2000
BOUSQUET Pascal	10000	30000	10000	10000	10000
BRAS Benedicte	10000	30000	10000	10000	10000
BRAULT Olivier	10000	30000	10000	10000	10000
BRETER Emmanuel	10000	30000	10000	10000	10000
BROUSSET Florence	10000	30000	10000	10000	10000
BRUNA David	15000	30000	15000	15000	15000

BULIARD Alexis	60000	60000	60000	60000	60000
CAVALLO Mathieu	2000	20000	2000	2000	2000
CERUTTI Emilie	2000	20000	2000	2000	2000
CEZARD Delphine	10000	30000	10000	10000	10000
CHATAIGNERE Frederic	2000	20000	2000	2000	2000
CHENE Frederic	2000	20000	2000	2000	2000
CHEVOLEAU Nicolas	10000	30000	10000	10000	10000
CLOSSET Jennifer	2000	20000	2000	2000	2000
COHEN Florent	2000	20000	2000	2000	2000
COLOMBIER Pascal	60000	60000	60000	60000	60000
CUMIN Vincent	2000	20000	2000	2000	2000
DAHAMNI Abdelkader	2000	20000	2000	2000	2000
DARNIS Stephane	10000	30000	10000	10000	10000
DEBBACHE Daoud	10000	30000	10000	10000	10000
DELARIEU Eric	60000	60000	60000	60000	60000
DELLAC Mathieu	10000	30000	10000	10000	10000
DELOSIER Florent	10000	30000	10000	10000	10000
DENIS Vincent	10000	30000	10000	10000	10000
DERUELLE Bruno	60000	60000	60000	60000	60000
DESCAMPS Remi	2000	20000	2000	2000	2000
DESPOUY Romain	2000	20000	2000	2000	2000
DESPRAIRIES Laurence	60000	60000	60000	60000	60000
DEVAUX Adrien	10000	30000	10000	10000	10000
DHOBIE Nicolas	15000	40000	15000	15000	15000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	10000	30000	10000	10000	10000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	10000	30000	10000	10000	10000
DOS SANTOS Fanny	2000	20000	2000	2000	2000
DUCOLONE Gilbert	2000	20000	2000	2000	2000
DUREL Stephane	60000	60000	60000	60000	60000
ELMA Anthony	10000	30000	10000	10000	10000
ELOY Christophe	10000	30000	10000	10000	10000
ESTIVAL Florian	10000	30000	10000	10000	10000
EVANGELISTA Christophe	10000	30000	10000	10000	10000
EYMAR Anthony	2000	20000	2000	2000	2000
EYMARD Frederic	60000	60000	60000	60000	60000
FERNANDEZ Christian	2000	20000	2000	2000	2000
FERNANDEZ Pierre	2000	20000	2000	2000	2000
FERRANTE Sylvia	2000	20000	2000	2000	2000
FIORINO Anne-Marie	2000	20000	2000	2000	2000
FITTIPALDI Sabine	2000	20000	2000	2000	2000

FOLLETETE Lionel	10000	30000	10000	10000	10000
FONTAINE Jean-Albert	2000	20000	2000	2000	2000
FRANCESCHI Maxime	10000	30000	10000	10000	10000
GACHET Teddy	10000	30000	10000	10000	10000
GALIAY Stephane	10000	30000	10000	10000	10000
GANAY Vincent	2000	20000	2000	2000	2000
GARCIA Jean-Paul	60000	60000	60000	60000	60000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	60000	60000	60000	60000	60000
GARGUILO Caroline	10000	30000	10000	10000	10000
GERMAIN Loic	10000	30000	10000	10000	10000
GIUSTI Gregory	2000	20000	2000	2000	2000
GODICHON Arnaud	10000	30000	10000	10000	10000
GODIN Vanessa	2000	20000	2000	2000	2000
GOUYACHE Maurice	15000	30000	10000	10000	10000
GRAVELIER MICHON Dominique	10000	30000	10000	10000	10000
GRONDIN Julien	10000	30000	10000	10000	10000
GUERINI Laetitia	10000	30000	10000	10000	10000
GUIBAL Lionel	2000	20000	2000	2000	2000
GUIGNARD Xavier	10000	30000	10000	10000	10000
GUIVARCH Vincent	60000	60000	60000	60000	60000
GUZMAN Jean-Marc	2000	20000	2000	2000	2000
HAHN Nathalie	10000	30000	10000	10000	10000
HAJI Yann	10000	30000	10000	10000	10000
HAMON Bruno	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
HARZI Sana	10000	30000	10000	10000	10000
HENNI Nabil	10000	30000	10000	10000	10000
HERMEL Maeva	10000	30000	10000	10000	10000
HOREL Michel	60000	60000	60000	60000	60000
IANNONE Sebastien	10000	30000	10000	10000	10000
IKHLEF Mohamed	10000	30000	10000	10000	10000
ISOARD Jacques	60000	60000	60000	60000	60000
ISSAOUI Amine	2000	20000	2000	2000	2000
JAEGER Joel	10000	30000	10000	10000	10000
JAVAUX Valerie	2000	20000	2000	2000	2000
JEANJEAN Jerome	10000	30000	10000	10000	10000
KOHN Alexandra	10000	30000	10000	10000	10000
KOLODZIEJ Philippe	15000	40000	15000	15000	15000
L'HERBIER Maria	2000	20000	2000	2000	2000
LAGEAT Florence	60000	60000	60000	60000	60000
LAMASSE Patrick	10000	30000	10000	10000	10000

LAODICINA Antoinette	10000	30000	10000	10000	10000
LAURENZIO Nathalie	2000	20000	2000	2000	2000
LAXAGUE Herve	15000	40000	15000	15000	15000
LAY Frederic	10000	30000	10000	10000	10000
LECOQ Frederic	10000	30000	10000	10000	10000
LEGRAND Thierry	10000	30000	10000	10000	10000
LELIEVRE Corentin	10000	30000	10000	10000	10000
LEONARDI Clementine	2000	20000	2000	2000	2000
LOUARGANT Pierre	15000	40000	15000	15000	15000
LOUBET Fanny	2000	20000	2000	2000	2000
LUNEL Fabien	10000	30000	10000	10000	10000
MACQUET Herve	10000	30000	10000	10000	10000
MAILLET Sebastien	10000	30000	10000	10000	10000
MANTIN Cyril	10000	30000	10000	10000	10000
MARANDO Salvatore	2000	20000	2000	2000	2000
MARGUET Sonia	2000	20000	2000	2000	2000
MARTEAU Laurence	2000	20000	2000	2000	2000
MARTINACHE Manon	15000	40000	15000	15000	15000
MARTINEZ Franck	2000	20000	2000	2000	2000
MARTINI Damien	2000	20000	2000	2000	2000
MARTONE Cyril	10000	30000	10000	10000	10000
MASAROTTI Regis	10000	30000	10000	10000	10000
MAYER Fabrice	10000	30000	10000	10000	10000
MAZOUZ Rachid	10000	30000	10000	10000	10000
MEFFRE Agnes	2000	20000	2000	2000	2000
MISTRAL VILLEGENTE Christiane	60000	60000	60000	60000	60000
MONFORTE Laurent	10000	30000	10000	10000	10000
MONTELS Jerome	15000	40000	15000	15000	15000
MONZO Jimmy	10000	30000	10000	10000	10000
MORENO Jean	10000	30000	10000	10000	10000
MORTREUX Meiddi	10000	30000	10000	10000	10000
MOULIET Christophe	10000	30000	10000	10000	10000
MOUSSADIK Jean-Karim	2000	20000	2000	2000	2000
NAQUET Pierre-Alain	60000	60000	60000	60000	60000
NAVARRO Antoine	10000	30000	10000	10000	10000
NEHME Jade	2000	20000	2000	2000	2000
NICOLAS Stephane	10000	30000	10000	10000	10000
NIZZI Jean-Luc	10000	30000	10000	10000	10000
OLIVE Carole	2000	20000	2000	2000	2000
OUARET Katia	10000	30000	10000	10000	10000

OZOUX Frederique	60000	60000	60000	60000	60000
PALOSSE Jocelyne	2000	20000	2000	2000	2000
PASTOR Nathalie	2000	20000	2000	2000	2000
PAUVERT Pierre	2000	20000	2000	2000	2000
PELISSIER Christophe	2000	20000	2000	2000	2000
PETITVALLET Pascal	15000	40000	15000	15000	15000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	2000	20000	2000	2000	2000
PIGNARD Frederik	2000	20000	2000	2000	2000
PINON Philippe	10000	30000	10000	10000	10000
POCHOLLE Maite	10000	30000	10000	10000	10000
POITEVINEAU Francis	10000	30000	10000	10000	10000
POUBLAN COUSTE Claude	10000	30000	10000	10000	10000
POVEDA Cedric	10000	30000	10000	10000	10000
REDOUANE Naouel	2000	20000	2000	2000	2000
RICARD David	10000	30000	10000	10000	10000
RICHARD Lina	2000	20000	2000	2000	2000
RINAUDO Philippe	10000	30000	10000	10000	10000
RIU HARDUIN Geraldine	2000	20000	2000	2000	2000
RIVIERE Genevieve	2000	20000	2000	2000	2000
ROBBA Anne-Marie	10000	30000	10000	10000	10000
ROCHDI Marine	2000	20000	2000	2000	2000
ROQUE Jean-Laurent	10000	30000	10000	10000	10000
ROUZAUD Cedric	2000	20000	2000	2000	2000
RUBI Mikael	10000	30000	10000	10000	10000
SAGET Lucas	2000	20000	2000	2000	2000
SAHRAOUI Karim	2000	20000	2000	2000	2000
SARDELLI Didier	2000	20000	2000	2000	2000
SIMON Alain	60000	60000	60000	60000	60000
TAZI Hassan	10000	30000	10000	10000	10000
TEILHARD Michel	2000	20000	2000	2000	2000
TELENA Marion	2000	20000	2000	2000	2000
TERRIBILE Denis	60000	60000	60000	60000	60000
THAMRI Zine	10000	30000	10000	10000	10000
THEROND Julien	2000	20000	2000	2000	2000
THIAVILLE Julien	2000	20000	2000	2000	2000
TORTORA Thierry	2000	20000	2000	2000	2000
TOUATI Mehdi	2000	20000	2000	2000	2000
TOUSSAINT Luc	10000	30000	10000	10000	10000
VALENTIN Clement	2000	20000	2000	2000	2000
VIDAL Thomas	10000	30000	10000	10000	10000

WEYMANN Romuald	2000	20000	2000	2000	2000
YOUCEFI Nabila	10000	30000	10000	10000	10000
YSSOUFI Nassif	2000	20000	2000	2000	2000
ZITO Coralie	10000	30000	10000	10000	10000

Annexe II à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
AGULLO Pascal	2000	2000	2000	2000	2000
AGULLO Sabine	2000	2000	2000	2000	2000
ALPHAND Marien	10000	10000	10000	10000	10000
ALSFASSER Samuel	10000	10000	10000	10000	10000
AMIR Kamel	10000	10000	10000	10000	10000
ARCHER Andre	60000	60000	60000	60000	60000
AUBINAUD Patricia	10000	10000	10000	10000	10000
AUGARDE Jean-Francois	10000	10000	10000	10000	10000
AYGRET Morgane	10000	10000	10000	10000	10000
BALLIAN Justine	2000	2000	2000	2000	2000
BARBAS BOUTET Solange	60000	60000	60000	60000	60000
BASSUEL Emmanuel	10000	10000	10000	10000	10000
BELPAEME Guilhem	2000	2000	2000	2000	2000
BEN MOHAMED Mohamed	2000	2000	2000	2000	2000
BEN SLAMA Yamin	2000	2000	2000	2000	2000
BENCHORA Nacer	2000	2000	2000	2000	2000
BENHENDA Mehdi	2000	2000	2000	2000	2000
BENLIAN Yann	10000	10000	10000	10000	10000
BERARD Eric	10000	10000	10000	10000	10000
BERGERON Damien	10000	10000	10000	10000	10000
BIJON Manuel	10000	10000	10000	10000	10000
BLIDI Mohammed	10000	10000	10000	10000	10000
BONNEROT Sylvain	2000	2000	2000	2000	2000
BORGHESI David	15000	15000	15000	15000	15000
BOUMEDINE Soraya	10000	10000	10000	10000	10000
BOURHY Marine	2000	2000	2000	2000	2000
BOUSQUET Pascal	10000	10000	10000	10000	10000
BRAS Benedicte	10000	10000	10000	10000	10000
BRAULT Olivier	10000	10000	10000	10000	10000
BRETER Emmanuel	10000	10000	10000	10000	10000
BROUSSET Florence	10000	10000	10000	10000	10000

BRUNA David	15000	15000	15000	15000	15000
BULIARD Alexis	60000	60000	60000	60000	60000
CAVALLO Mathieu	2000	2000	2000	2000	2000
CERUTTI Emilie	2000	2000	2000	2000	2000
CEZARD Delphine	10000	10000	10000	10000	10000
CHATAIGNERE Frederic	2000	2000	2000	2000	2000
CHENE Frederic	2000	2000	2000	2000	2000
CHEVOLEAU Nicolas	10000	10000	10000	10000	10000
CLOSSET Jennifer	2000	2000	2000	2000	2000
COHEN Florent	2000	2000	2000	2000	2000
COLOMBIER Pascal	60000	60000	60000	60000	60000
CUMIN Vincent	2000	2000	2000	2000	2000
DAHAMNI Abdelkader	2000	2000	2000	2000	2000
DARNIS Stephane	10000	10000	10000	10000	10000
DEBBACHE Daoud	10000	10000	10000	10000	10000
DELARIEU Eric	60000	60000	60000	60000	60000
DELLAC Mathieu	10000	10000	10000	10000	10000
DELOSIER Florent	10000	10000	10000	10000	10000
DENIS Vincent	10000	10000	10000	10000	10000
DERUELLE Bruno	60000	60000	60000	60000	60000
DESCAMPS Remi	2000	2000	2000	2000	2000
DESPOUY Romain	2000	2000	2000	2000	2000
DESPRAIRIES Laurence	60000	60000	60000	60000	60000
DEVAUX Adrien	10000	10000	10000	10000	10000
DHOBIE Nicolas	15000	15000	15000	15000	15000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	10000	10000	10000	10000	10000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	10000	10000	10000	10000	10000
DOS SANTOS Fanny	2000	2000	2000	2000	2000
DUCOLONE Gilbert	2000	2000	2000	2000	2000
DUREL Stephane	305000	350000	350000	350000	350000
ELMA Anthony	10000	10000	10000	10000	10000
ELOY Christophe	10000	10000	10000	10000	10000
ESTIVAL Florian	10000	10000	10000	10000	10000
EVANGELISTA Christophe	10000	10000	10000	10000	10000
EYMAR Anthony	2000	2000	2000	2000	2000
EYMARD Frederic	60000	60000	60000	60000	60000
FERNANDEZ Christian	2000	2000	2000	2000	2000
FERNANDEZ Pierre	2000	2000	2000	2000	2000
FERRANTE Sylvia	2000	2000	2000	2000	2000
FIORINO Anne-Marie	2000	2000	2000	2000	2000

FITTIPALDI Sabine	2000	2000	2000	2000	2000
FOLLETETE Lionel	10000	10000	10000	10000	10000
FONTAINE Jean-Albert	2000	2000	2000	2000	2000
FRANCESCHI Maxime	10000	10000	10000	10000	10000
GACHET Teddy	10000	10000	10000	10000	10000
GALIAY Stephane	10000	10000	10000	10000	10000
GANAY Vincent	2000	2000	2000	2000	2000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	60000	60000	60000	60000	60000
GARGUILO Caroline	10000	10000	10000	10000	10000
GERMAIN Loic	10000	10000	10000	10000	10000
GIUSTI Gregory	2000	2000	2000	2000	2000
GODICHON Arnaud	10000	10000	10000	10000	10000
GODIN Vanessa	2000	2000	2000	2000	2000
GOUYACHE Maurice	15000	15000	15000	15000	15000
GRAVELIER MICHON Dominique	10000	10000	10000	10000	10000
GRONDIN Julien	10000	10000	10000	10000	10000
GUERINI Laetitia	10000	10000	10000	10000	10000
GUIBAL Lionel	2000	2000	2000	2000	2000
GUIGNARD Xavier	10000	10000	10000	10000	10000
GUIVARCH Vincent	60000	60000	60000	60000	60000
GUZMAN Jean-Marc	2000	2000	2000	2000	2000
HAHN Nathalie	10000	10000	10000	10000	10000
HAJI Yann	10000	10000	10000	10000	10000
HAMON Bruno	305000	350000	350000	350000	350000
HARZI Sana	10000	10000	10000	10000	10000
HENNI Nabil	10000	10000	10000	10000	10000
HERMEL Maeva	10000	10000	10000	10000	10000
HOREL Michel	60000	60000	60000	60000	60000
IANNONE Sebastien	10000	10000	10000	10000	10000
IKHLEF Mohamed	10000	10000	10000	10000	10000
ISOARD Jacques	60000	60000	60000	60000	60000
ISSAOUI Amine	2000	2000	2000	2000	2000
JAEGER Joel	10000	10000	10000	10000	10000
JAVAUX Valerie	2000	2000	2000	2000	2000
JEANJEAN Jerome	10000	10000	10000	10000	10000
KOHN Alexandra	10000	10000	10000	10000	10000
KOLODZIEJ Philippe	15000	15000	15000	15000	15000
L'HERBIER Maria	2000	2000	2000	2000	2000
LAMASSE Patrick	10000	10000	10000	10000	10000
LAODICINA Antoinette	10000	10000	10000	10000	10000

LAURENZIO Nathalie	2000	2000	2000	2000	2000
LAXAGUE Herve	15000	15000	15000	15000	15000
LAY Frederic	10000	10000	10000	10000	10000
LECOQ Frederic	10000	10000	10000	10000	10000
LEGRAND Thierry	10000	10000	10000	10000	10000
LELIEVRE Corentin	10000	10000	10000	10000	10000
LEONARDI Clementine	2000	2000	2000	2000	2000
LOUARGANT Pierre	15000	15000	15000	15000	15000
LOUBET Fanny	2000	2000	2000	2000	2000
LUNEL Fabien	10000	10000	10000	10000	10000
MACQUET Herve	10000	10000	10000	10000	10000
MAILLET Sebastien	10000	10000	10000	10000	10000
MANTIN Cyril	10000	10000	10000	10000	10000
MARANDO Salvatore	2000	2000	2000	2000	2000
MARGUET Sonia	2000	2000	2000	2000	2000
MARTEAU Laurence	2000	2000	2000	2000	2000
MARTINACHE Manon	15000	15000	15000	15000	15000
MARTINEZ Franck	2000	2000	2000	2000	2000
MARTINI Damien	2000	2000	2000	2000	2000
MARTONE Cyril	10000	10000	10000	10000	10000
MASAROTTI Regis	15000	15000	15000	15000	15000
MAYER Fabrice	10000	10000	10000	10000	10000
MAZOUZ Rachid	10000	10000	10000	10000	10000
MEFFRE Agnes	2000	2000	2000	2000	2000
MONFORTE Laurent	10000	10000	10000	10000	10000
MONTELS Jerome	15000	15000	15000	15000	15000
MONZO Jimmy	10000	10000	10000	10000	10000
MORENO Jean	10000	10000	10000	10000	10000
MORTREUX Meiddi	10000	10000	10000	10000	10000
MOULIET Christophe	10000	10000	10000	10000	10000
MOUSSADIK Jean-Karim	2000	2000	2000	2000	2000
NAQUET Pierre-Alain	60000	60000	60000	60000	60000
NAVARRO Antoine	10000	10000	10000	10000	10000
NEHME Jade	2000	2000	2000	2000	2000
NICOLAS Stephane	10000	10000	10000	10000	10000
NIZZI Jean-Luc	10000	10000	10000	10000	10000
OLIVE Carole	2000	2000	2000	2000	2000
OUARET Katia	10000	10000	10000	10000	10000
OZOUX Frederique	60000	60000	60000	60000	60000
PALOSSE Jocelyne	2000	2000	2000	2000	2000

PASTOR Nathalie	2000	2000	2000	2000	2000
PAUVERT Pierre	2000	2000	2000	2000	2000
PELISSIER Christophe	2000	2000	2000	2000	2000
PETITVALLET Pascal	15000	15000	15000	15000	15000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	2000	2000	2000	2000	2000
PIGNARD Frederik	2000	2000	2000	2000	2000
PINON Philippe	10000	10000	10000	10000	10000
POCHOLLE Maite	10000	10000	10000	10000	10000
POITEVINEAU Francis	10000	10000	10000	10000	10000
POUBLAN COUSTE Claude	10000	10000	10000	10000	10000
POVEDA Cedric	10000	10000	10000	10000	10000
REDOUANE Naouel	2000	2000	2000	2000	2000
RICARD David	10000	10000	10000	10000	10000
RICHARD Lina	2000	2000	2000	2000	2000
RINAUDO Philippe	10000	10000	10000	10000	10000
RIU HARDUIN Geraldine	2000	2000	2000	2000	2000
RIVIERE Genevieve	2000	2000	2000	2000	2000
ROBBA Anne-Marie	10000	10000	10000	10000	10000
ROCHDI Marine	2000	2000	2000	2000	2000
ROQUE Jean-Laurent	10000	10000	10000	10000	10000
ROUZAUD Cedric	2000	2000	2000	2000	2000
RUBI Mikael	10000	10000	10000	10000	10000
SAGET Lucas	2000	2000	2000	2000	2000
SAHRAOUI Karim	2000	2000	2000	2000	2000
SARDELLI Didier	2000	2000	2000	2000	2000
SIMON Alain	60000	60000	60000	60000	60000
TAZI Hassan	10000	10000	10000	10000	10000
TEILHARD Michel	2000	2000	2000	2000	2000
TELENA Marion	2000	2000	2000	2000	2000
TERRIBILE Denis	60000	60000	60000	60000	60000
THAMRI Zine	10000	10000	10000	10000	10000
THEROND Julien	2000	2000	2000	2000	2000
THIAVILLE Julien	2000	2000	2000	2000	2000
TORTORA Thierry	2000	2000	2000	2000	2000
TOUATI Mehdi	2000	2000	2000	2000	2000
TOUSSAINT Luc	10000	10000	10000	10000	10000
VALENTIN Clement	2000	2000	2000	2000	2000
VIDAL Thomas	10000	10000	10000	10000	10000
WEYMANN Romuald	2000	2000	2000	2000	2000
YOUCEFI Nabila	10000	10000	10000	10000	10000

YSSOUFI Nassif	2000	2000	2000	2000	2000
ZITO Coralie	10000	10000	10000	10000	10000

**Annexe III à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	15000	7500	500	15000
AGULLO Sabine	15000	7500	500	15000
ALPHAND Marien	15000	7500	1500	15000
ALSFASSER Samuel	15000	7500	1500	15000
AMIR Kamel	15000	7500	1500	15000
ARCHER Andre	15000	7500	1500	15000
AUBINAUD Patricia	15000	7500	1500	15000
AUGARDE Jean-Francois	15000	7500	1500	15000
AYGRET Morgane	15000	7500	1500	15000
BALLIAN Justine	15000	7500	500	15000
BARBAS BOUTET Solange	15000	7500	1500	15000
BASSUEL Emmanuel	15000	7500	1500	15000
BELPAEME Guilhem	15000	7500	500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	15000	7500	500	15000
BEN SLAMA Yamin	15000	7500	500	15000
BENCHORA Nacer	15000	7500	500	15000
BENHENDA Mehdi	15000	7500	500	15000
BENLIAN Yann	15000	7500	1500	15000
BERARD Eric	15000	7500	1500	15000
BERGERON Damien	15000	7500	1500	15000
BIJON Manuel	15000	7500	1500	15000
BLIDI Mohammed	15000	7500	1500	15000
BONNEROT Sylvain	15000	7500	500	15000
BORGHESI David	15000	7500	1500	15000
BOUMEDINE Soraya	15000	7500	1500	15000
BOURHY Marine	15000	7500	500	15000
BOUSQUET Pascal	15000	7500	1500	15000
BRAS Benedicte	15000	7500	1500	15000
BRAULT Olivier	15000	7500	1500	15000
BRETER Emmanuel	15000	7500	1500	15000
BROUSSET Florence	15000	7500	1500	15000

BRUNA David	15000	7500	1500	15000
BULIARD Alexis	15000	7500	1500	15000
CAVALLO Mathieu	15000	7500	500	15000
CERUTTI Emilie	15000	7500	500	15000
CEZARD Delphine	15000	7500	1500	15000
CHATAIGNERE Frederic	15000	7500	500	15000
CHENE Frederic	15000	7500	500	15000
CHEVOLEAU Nicolas	15000	7500	1500	15000
CLOSSET Jennifer	15000	7500	500	15000
COHEN Florent	15000	7500	500	15000
COLOMBIER Pascal	15000	7500	1500	15000
CUMIN Vincent	15000	7500	500	15000
DAHAMNI Abdelkader	15000	7500	500	15000
DARNIS Stephane	15000	7500	1500	15000
DEBBACHE Daoud	15000	7500	1500	15000
DELARIEU Eric	15000	7500	1500	15000
DELLAC Mathieu	15000	7500	1500	15000
DELOSIER Florent	15000	7500	1500	15000
DENIS Vincent	15000	7500	1500	15000
DERUELLE Bruno	15000	7500	1500	15000
DESCAMPS Remi	15000	7500	500	15000
DESPOUY Romain	15000	7500	500	15000
DESPRAIRIES Laurence	15000	7500	1500	15000
DEVAUX Adrien	15000	7500	1500	15000
DHOBIE Nicolas	15000	7500	1500	15000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	15000	7500	1500	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
DOS SANTOS Fanny	15000	7500	500	15000
DUCOLONE Gilbert	15000	7500	500	15000
DUREL Stephane	15000	7500	1500	15000
ELMA Anthony	15000	7500	1500	15000
ELOY Christophe	15000	7500	1500	15000
ESTIVAL Florian	15000	7500	1500	15000
EVANGELISTA Christophe	15000	7500	500	15000
EYMAR Anthony	15000	7500	500	15000
EYMARD Frederic	15000	7500	1500	15000
FERNANDEZ Christian	15000	7500	500	15000
FERNANDEZ Pierre	15000	7500	500	15000
FERRANTE Sylvia	15000	7500	500	15000
FIORINO Anne-Marie	15000	7500	500	15000

FITTIPALDI Sabine	15000	7500	500	15000
FOLLETETE Lionel	15000	7500	1500	15000
FONTAINE Jean-Albert	15000	7500	500	15000
FRANCESCHI Maxime	15000	7500	1500	15000
GACHET Teddy	15000	7500	1500	15000
GALIAY Stephane	15000	7500	1500	15000
GANAY Vincent	15000	7500	500	15000
GARCIA Jean-Paul	15000	7500	1500	15000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	15000	7500	1500	15000
GARGUILO Caroline	15000	7500	1500	15000
GERMAIN Loic	15000	7500	1500	15000
GIUSTI Gregory	15000	7500	500	15000
GODICHON Arnaud	15000	7500	1500	15000
GODIN Vanessa	15000	7500	500	15000
GOUYACHE Maurice	15000	7500	1500	15000
GRAVELIER MICHON Dominique	15000	7500	1500	15000
GRONDIN Julien	15000	7500	1500	15000
GUERINI Laetitia	15000	7500	1500	15000
GUIBAL Lionel	15000	7500	500	15000
GUIGNARD Xavier	15000	7500	1500	15000
GUIVARCH Vincent	15000	7500	1500	15000
GUZMAN Jean-Marc	15000	7500	500	15000
HAHN Nathalie	15000	7500	1500	15000
HAJI Yann	15000	7500	1500	15000
HAMON Bruno	15000	7500	1500	15000
HARZI Sana	15000	7500	1500	15000
HENNI Nabil	15000	7500	1500	15000
HERMEL Maeva	15000	7500	1500	15000
HOREL Michel	15000	7500	1500	15000
IANNONE Sebastien	15000	7500	1500	15000
IKHLEF Mohamed	15000	7500	1500	15000
ISOARD Jacques	15000	7500	1500	15000
ISSAOUI Amine	15000	7500	500	15000
JAEGER Joel	15000	7500	1500	15000
JAVAUX Valerie	15000	7500	500	15000
JEANJEAN Jerome	15000	7500	1500	15000
KOHN Alexandra	15000	7500	1500	15000
KOLODZIEJ Philippe	15000	7500	1500	15000
L'HERBIER Maria	15000	7500	500	15000
LAGEAT Florence	15000	7500	1500	15000

LAMASSE Patrick	15000	7500	1500	15000
LAODICINA Antoinette	15000	7500	1500	15000
LAURENZIO Nathalie	15000	7500	500	15000
LAXAGUE Herve	15000	7500	1500	15000
LAY Frederic	15000	7500	1500	15000
LECOQ Frederic	15000	7500	1500	15000
LEGRAND Thierry	15000	7500	1500	15000
LELIEVRE Corentin	15000	7500	1500	15000
LEONARDI Clementine	15000	7500	500	15000
LOUARGANT Pierre	15000	7500	1500	15000
LOUBET Fanny	15000	7500	500	15000
LUNEL Fabien	15000	7500	1500	15000
MACQUET Herve	15000	7500	1500	15000
MAILLET Sebastien	15000	7500	1500	15000
MANTIN Cyril	15000	7500	1500	15000
MARANDO Salvatore	15000	7500	500	15000
MARGUET Sonia	15000	7500	500	15000
MARTEAU Laurence	15000	7500	500	15000
MARTINACHE Manon	15000	7500	1500	15000
MARTINEZ Franck	15000	7500	500	15000
MARTINI Damien	15000	7500	500	15000
MARTONE Cyril	15000	7500	1500	15000
MASAROTTI Regis	15000	7500	1500	15000
MAYER Fabrice	15000	7500	1500	15000
MAZOUZ Rachid	15000	7500	1500	15000
MEFFRE Agnes	15000	7500	500	15000
MISTRAL VILLEGENTE Christiane	15000	7500	1500	15000
MONFORTE Laurent	15000	7500	1500	15000
MONTELS Jerome	15000	7500	1500	15000
MONZO Jimmy	15000	7500	1500	15000
MORENO Jean	15000	7500	1500	15000
MORTREUX Meiddi	15000	7500	1500	15000
MOULIET Christophe	15000	7500	1500	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	15000	7500	500	15000
NAQUET Pierre-Alain	15000	7500	1500	15000
NAVARRO Antoine	15000	7500	1500	15000
NEHME Jade	15000	7500	500	15000
NICOLAS Stephane	15000	7500	1500	15000
NIZZI Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
OLIVE Carole	15000	7500	500	15000

OUARET Katia	15000	7500	1500	15000
OZOUX Frederique	15000	7500	1500	15000
PALOSSE Jocelyne	15000	7500	500	15000
PASTOR Nathalie	15000	7500	500	15000
PAUVERT Pierre	15000	7500	500	15000
PELISSIER Christophe	15000	7500	500	15000
PETITVALLET Pascal	15000	7500	1500	15000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	15000	7500	500	15000
PIGNARD Frederik	15000	7500	500	15000
PINON Philippe	15000	7500	1500	15000
POCHOLLE Maite	15000	7500	1500	15000
POITEVINEAU Francis	15000	7500	1500	15000
POUBLAN COUSTE Claude	15000	7500	1500	15000
POVEDA Cedric	15000	7500	1500	15000
REDOUANE Naouel	15000	7500	500	15000
RICARD David	15000	7500	1500	15000
RICHARD Lina	15000	7500	500	15000
RINAUDO Philippe	15000	7500	1500	15000
RIU HARDUIN Geraldine	15000	7500	500	15000
RIVIERE Genevieve	15000	7500	500	15000
ROBBA Anne-Marie	15000	7500	1500	15000
ROCHDI Marine	15000	7500	500	15000
ROQUE Jean-Laurent	15000	7500	1500	15000
ROUZAUD Cedric	15000	7500	500	15000
RUBI Mikael	15000	7500	1500	15000
SAGET Lucas	15000	7500	500	15000
SAHRAOUI Karim	15000	7500	500	15000
SARDELLI Didier	15000	7500	500	15000
SIMON Alain	15000	7500	1500	15000
TAZI Hassan	15000	7500	1500	15000
TEILHARD Michel	15000	7500	500	15000
TELENA Marion	15000	7500	500	15000
TERRIBILE Denis	15000	7500	1500	15000
THAMRI Zine	15000	7500	1500	15000
THEROND Julien	15000	7500	500	15000
THIAVILLE Julien	15000	7500	500	15000
TORTORA Thierry	15000	7500	500	15000
TOUATI Mehdi	15000	7500	500	15000
TOUSSAINT Luc	15000	7500	1500	15000
VALENTIN Clement	15000	7500	500	15000

VIDAL Thomas	15000	7500	1500	15000
WEYMANN Romuald	15000	7500	500	15000
YOUCEFI Nabila	15000	7500	1500	15000
YSSOUFI Nassif	15000	7500	500	15000
ZITO Coralie	15000	7500	1500	15000

Annexe IV à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
ARCHER Andre	3000	15000	30000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BARBAS BOUTET Solange	6000	30000	60000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	3000	15000	30000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	3000	15000	30000
BULIARD Alexis	9000	45000	90000

CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000
CHATAIGNERE Frederic	500	7500	15000
CHENE Frederic	500	7500	15000
CHEVOLEAU Nicolas	1500	7500	15000
CLOSSET Jennifer	500	7500	15000
COHEN Florent	500	7500	15000
COLOMBIER Pascal	3000	15000	30000
CUMIN Vincent	500	7500	15000
DAHAMNI Abdelkader	500	7500	15000
DARNIS Stephane	1500	7500	15000
DEBBACHE Daoud	1500	7500	15000
DELARIEU Eric	3000	15000	30000
DELLAC Mathieu	1500	7500	15000
DELOSIER Florent	1500	7500	15000
DENIS Vincent	1500	7500	15000
DERUELLE Bruno	3000	15000	30000
DESCAMPS Remi	500	7500	15000
DESPOUY Romain	500	7500	15000
DESPRAIRIES Laurence	9000	45000	90000
DEVAUX Adrien	1500	7500	15000
DHOBIE Nicolas	3000	15000	30000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	1500	7500	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	1500	7500	15000
DOS SANTOS Fanny	500	7500	15000
DUCOLONE Gilbert	500	7500	15000
DUFFAU Jean-Luc	3000	15000	30000
DUREL Stephane	illimité	100000	250000
ELMA Anthony	1500	7500	15000
ELOY Christophe	1500	7500	15000
ESTIVAL Florian	1500	7500	15000
EVANGELISTA Christophe	1500	7500	15000
EYMAR Anthony	500	7500	15000
EYMARD Frederic	6000	30000	60000
FERNANDEZ Christian	500	7500	15000
FERNANDEZ Pierre	500	7500	15000
FERRANTE Sylvia	500	7500	15000
FIORINO Anne-Marie	500	7500	15000
FITTIPALDI Sabine	500	7500	15000

FOLLETETE Lionel	1500	7500	15000
FONTAINE Jean-Albert	500	7500	15000
FRANCESCHI Maxime	1500	7500	15000
GACHET Teddy	1500	7500	15000
GALIAY Stephane	1500	7500	15000
GANAY Vincent	500	7500	15000
GARCIA Jean-Paul	6000	30000	60000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	9000	45000	90000
GARGUILO Caroline	1500	7500	15000
GERMAIN Loic	1500	7500	15000
GIUSTI Gregory	500	7500	15000
GODICHON Arnaud	1500	7500	15000
GODIN Vanessa	500	7500	15000
GOUYACHE Maurice	3000	15000	30000
GRAVELIER MICHON Dominique	1500	7500	15000
GRONDIN Julien	1500	7500	15000
GUERIN Jean-Sebastien	3000	15000	30000
GUERINI Laetitia	1500	7500	15000
GUBAL Lionel	500	7500	15000
GUIGNARD Xavier	1500	7500	15000
GUIVARCH Vincent	9000	45000	90000
GUZMAN Jean-Marc	500	7500	15000
HAHN Nathalie	1500	7500	15000
HAJI Yann	1500	7500	15000
HAMON Bruno	illimité	100000	250000
HARZI Sana	1500	7500	15000
HEITZ Antoine	3000	15000	30000
HENNI Nabil	1500	7500	15000
HERMEL Maeva	1500	7500	15000
HOREL Michel	3000	15000	30000
IANNONE Sebastien	1500	7500	15000
IKHLEF Mohamed	1500	7500	15000
ISOARD Jacques	6000	30000	60000
ISSAOUI Amine	500	7500	15000
JAEGER Joel	1500	7500	15000
JAVAUX Valerie	500	7500	15000
JEANJEAN Jerome	1500	7500	15000
KOHN Alexandra	1500	7500	15000
KOLODZIEJ Philippe	3000	15000	30000
L'HERBIER Maria	500	7500	15000

LAGEAT Florence	6000	30000	60000
LAMASSE Patrick	1500	7500	15000
LAODICINA Antoinette	1500	7500	15000
LAURENZIO Nathalie	500	7500	15000
LAXAGUE Herve	3000	15000	30000
LAY Frederic	1500	7500	15000
LECOQ Frederic	1500	7500	15000
LEGRAND Thierry	1500	7500	15000
LELIEVRE Corentin	1500	7500	15000
LEONARDI Clementine	500	7500	15000
LOUARGANT Pierre	3000	15000	30000
LOUBET Fanny	500	7500	15000
LUNEL Fabien	1500	7500	15000
MACQUET Herve	1500	7500	15000
MAILLET Sebastien	1500	7500	15000
MANTIN Cyril	1500	7500	15000
MARANDO Salvatore	500	7500	15000
MARGUET Sonia	500	7500	15000
MARTEAU Laurence	500	7500	15000
MARTINACHE Manon	6000	30000	60000
MARTINEZ Franck	500	7500	15000
MARTINI Damien	500	7500	15000
MARTONE Cyril	1500	7500	15000
MASAROTTI Regis	3000	15000	30000
MAYER Fabrice	1500	7500	15000
MAZOUZ Rachid	1500	7500	15000
MEFFRE Agnes	500	7500	15000
MISTRAL VILLEGENTE Christiane	3000	15000	30000
MONFORTE Laurent	1500	7500	15000
MONTELS Jerome	3000	15000	30000
MONZO Jimmy	1500	7500	15000
MORENO Jean	1500	7500	15000
MORTREUX Meiddi	1500	7500	15000
MOULIET Christophe	1500	7500	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	500	7500	15000
NAQUET Pierre-Alain	9000	45000	90000
NAVARRO Antoine	1500	7500	15000
NEHME Jade	500	7500	15000
NICOLAS Stephane	1500	7500	15000
NIZZI Jean-Luc	1500	7500	15000

OLIVE Carole	500	7500	15000
OUARET Katia	1500	7500	15000
OZOUX Frederique	6000	30000	60000
PALOSSE Jocelyne	500	7500	15000
PASTOR Nathalie	500	7500	15000
PAUVERT Pierre	500	7500	15000
PELISSIER Christophe	500	7500	15000
PETITVALLET Pascal	3000	15000	30000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	500	7500	15000
PIGNARD Frederik	500	7500	15000
PINON Philippe	1500	7500	15000
POCHOLLE Maite	1500	7500	15000
POITEVINEAU Francis	1500	7500	15000
POUBLAN COUSTE Claude	1500	7500	15000
POVEDA Cedric	1500	7500	15000
REDOUANE Naouel	500	7500	15000
RICARD David	1500	7500	15000
RICHARD Lina	500	7500	15000
RINAUDO Philippe	3000	15000	30000
RIU HARDUIN Geraldine	500	7500	15000
RIVIERE Genevieve	500	7500	15000
ROBBA Anne-Marie	1500	7500	15000
ROCHDI Marine	500	7500	15000
ROQUE Jean-Laurent	1500	7500	15000
ROUZAUD Cedric	500	7500	15000
RUBI Mikael	1500	7500	15000
SAGET Lucas	500	7500	15000
SAHRAOUI Karim	500	7500	15000
SARDELLI Didier	500	7500	15000
SIMON Alain	6000	30000	60000
TAZI Hassan	1500	7500	15000
TEILHARD Michel	500	7500	15000
TELENA Marion	500	7500	15000
TERRIBILE Denis	3000	15000	30000
THAMRI Zine	1500	7500	15000
THEROND Julien	500	7500	15000
THIAVILLE Julien	500	7500	15000
TORTORA Thierry	500	7500	15000
TOUATI Mehdi	500	7500	15000
TOUSSAINT Luc	1500	7500	15000

VALENTIN Clement	500	7500	15000
VIDAL Thomas	1500	7500	15000
WEYMANN Romuald	500	7500	15000
YOUCEFI Nabila	1500	7500	15000
YSSOUFI Nassif	500	7500	15000
ZITO Coralie	1500	7500	15000

Annexe V à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
ARCHER Andre	3000	15000	30000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BARBAS BOUTET Solange	6000	30000	60000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	3000	15000	30000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	3000	15000	30000
BULIARD Alexis	9000	45000	90000

CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000
CHATAIGNERE Frederic	500	7500	15000
CHENE Frederic	500	7500	15000
CHEVOLEAU Nicolas	1500	7500	15000
CLOSSET Jennifer	500	7500	15000
COHEN Florent	500	7500	15000
COLOMBIER Pascal	3000	15000	30000
CUMIN Vincent	500	7500	15000
DAHAMNI Abdelkader	500	7500	15000
DARNIS Stephane	1500	7500	15000
DEBBACHE Daoud	1500	7500	15000
DELARIEU Eric	3000	15000	30000
DELLAC Mathieu	1500	7500	15000
DELOSIER Florent	1500	7500	15000
DENIS Vincent	1500	7500	15000
DERUELLE Bruno	3000	15000	30000
DESCAMPS Remi	500	7500	15000
DESPOUY Romain	500	7500	15000
DESPRAIRIES Laurence	9000	45000	90000
DEVAUX Adrien	1500	7500	15000
DHOBIE Nicolas	3000	15000	30000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	1500	7500	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	1500	7500	15000
DOS SANTOS Fanny	500	7500	15000
DUCOLONE Gilbert	500	7500	15000
DUFFAU Jean-Luc	3000	15000	30000
DUREL Stephane	illimité	illimité	illimité
ELMA Anthony	1500	7500	15000
ELOY Christophe	1500	7500	15000
ESTIVAL Florian	1500	7500	15000
EVANGELISTA Christophe	1500	7500	15000
EYMAR Anthony	500	7500	15000
EYMARD Frederic	6000	30000	60000
FERNANDEZ Christian	500	7500	15000
FERNANDEZ Pierre	500	7500	15000
FERRANTE Sylvia	500	7500	15000
FIORINO Anne-Marie	500	7500	15000
FITTIPALDI Sabine	500	7500	15000

FOLLETETE Lionel	1500	7500	15000
FONTAINE Jean-Albert	500	7500	15000
FRANCESCHI Maxime	1500	7500	15000
GACHET Teddy	1500	7500	15000
GALIAY Stephane	1500	7500	15000
GANAY Vincent	500	7500	15000
GARCIA Jean-Paul	6000	30000	60000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	9000	45000	90000
GARGUILO Caroline	1500	7500	15000
GERMAIN Loic	1500	7500	15000
GIUSTI Gregory	500	7500	15000
GODICHON Arnaud	1500	7500	15000
GODIN Vanessa	500	7500	15000
GOUYACHE Maurice	3000	15000	30000
GRAVELIER MICHON Dominique	1500	7500	15000
GRONDIN Julien	1500	7500	15000
GUERIN Jean-Sebastien	3000	15000	30000
GUERINI Laetitia	1500	7500	15000
GUBAL Lionel	500	7500	15000
GUIGNARD Xavier	1500	7500	15000
GUIVARCH Vincent	9000	45000	90000
GUZMAN Jean-Marc	500	7500	15000
HAHN Nathalie	1500	7500	15000
HAJI Yann	1500	7500	15000
HAMON Bruno	illimité	illimité	illimité
HARZI Sana	1500	7500	15000
HEITZ Antoine	3000	15000	30000
HENNI Nabil	1500	7500	15000
HERMEL Maeva	1500	7500	15000
HOREL Michel	3000	15000	30000
IANNONE Sebastien	1500	7500	15000
IKHLEF Mohamed	1500	7500	15000
ISOARD Jacques	6000	30000	60000
ISSAOUI Amine	500	7500	15000
JAEGER Joel	1500	7500	15000
JAVAUX Valerie	500	7500	15000
JEANJEAN Jerome	1500	7500	15000
KOHN Alexandra	1500	7500	15000
KOLODZIEJ Philippe	3000	15000	30000
L'HERBIER Maria	500	7500	15000

LAGEAT Florence	6000	30000	60000
LAMASSE Patrick	1500	7500	15000
LAODICINA Antoinette	1500	7500	15000
LAURENZIO Nathalie	500	7500	15000
LAXAGUE Herve	3000	15000	30000
LAY Frederic	1500	7500	15000
LECOQ Frederic	1500	7500	15000
LEGRAND Thierry	1500	7500	15000
LELIEVRE Corentin	1500	7500	15000
LEONARDI Clementine	500	7500	15000
LOUARGANT Pierre	3000	15000	30000
LOUBET Fanny	500	7500	15000
LUNEL Fabien	1500	7500	15000
MACQUET Herve	1500	7500	15000
MAILLET Sebastien	1500	7500	15000
MANTIN Cyril	1500	7500	15000
MARANDO Salvatore	500	7500	15000
MARGUET Sonia	500	7500	15000
MARTEAU Laurence	500	7500	15000
MARTINACHE Manon	6000	30000	60000
MARTINEZ Franck	500	7500	15000
MARTINI Damien	500	7500	15000
MARTONE Cyril	1500	7500	15000
MASAROTTI Regis	3000	15000	30000
MAYER Fabrice	1500	7500	15000
MAZOUZ Rachid	1500	7500	15000
MEFFRE Agnes	500	7500	15000
MISTRAL VILLEGENTE Christiane	3000	15000	30000
MONFORTE Laurent	1500	7500	15000
MONTELS Jerome	3000	15000	30000
MONZO Jimmy	1500	7500	15000
MORENO Jean	1500	7500	15000
MORTREUX Meiddi	1500	7500	15000
MOULIET Christophe	1500	7500	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	500	7500	15000
NAQUET Pierre-Alain	9000	45000	90000
NAVARRO Antoine	1500	7500	15000
NEHME Jade	500	7500	15000
NICOLAS Stephane	1500	7500	15000
NIZZI Jean-Luc	1500	7500	15000

OLIVE Carole	500	7500	15000
OUARET Katia	1500	7500	15000
OZOUX Frederique	6000	30000	60000
PALOSSE Jocelyne	500	7500	15000
PASTOR Nathalie	500	7500	15000
PAUVERT Pierre	500	7500	15000
PELISSIER Christophe	500	7500	15000
PETITVALLET Pascal	3000	15000	30000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	500	7500	15000
PIGNARD Frederik	500	7500	15000
PINON Philippe	1500	7500	15000
POCHOLLE Maite	1500	7500	15000
POITEVINEAU Francis	1500	7500	15000
POUBLAN COUSTE Claude	1500	7500	15000
POVEDA Cedric	1500	7500	15000
REDOUANE Naouel	500	7500	15000
RICARD David	1500	7500	15000
RICHARD Lina	500	7500	15000
RINAUDO Philippe	3000	15000	30000
RIU HARDUIN Geraldine	500	7500	15000
RIVIERE Genevieve	500	7500	15000
ROBBA Anne-Marie	1500	7500	15000
ROCHDI Marine	500	7500	15000
ROQUE Jean-Laurent	1500	7500	15000
ROUZAUD Cedric	500	7500	15000
RUBI Mikael	1500	7500	15000
SAGET Lucas	500	7500	15000
SAHRAOUI Karim	500	7500	15000
SARDELLI Didier	500	7500	15000
SIMON Alain	6000	30000	60000
TAZI Hassan	1500	7500	15000
TEILHARD Michel	500	7500	15000
TELENA Marion	500	7500	15000
TERRIBILE Denis	3000	15000	30000
THAMRI Zine	1500	7500	15000
THEROND Julien	500	7500	15000
THIAVILLE Julien	500	7500	15000
TORTORA Thierry	500	7500	15000
TOUATI Mehdi	500	7500	15000
TOUSSAINT Luc	1500	7500	15000

VALENTIN Clement	500	7500	15000
VIDAL Thomas	1500	7500	15000
WEYMANN Romuald	500	7500	15000
YOUCEFI Nabila	1500	7500	15000
YSSOUFI Nassif	500	7500	15000
ZITO Coralie	1500	7500	15000

Annexe VI à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
AGULLO Pascal	15000	15000
AGULLO Sabine	15000	15000
ALPHAND Marien	15000	15000
ALSFASSER Samuel	15000	15000
AMIR Kamel	15000	15000
ARCHER Andre	30000	30000
AUBINAUD Patricia	15000	15000
AUGARDE Jean-Francois	15000	15000
AYGRET Morgane	15000	15000
BALLIAN Justine	15000	15000
BARBAS BOUTET Solange	30000	30000
BASSUEL Emmanuel	15000	15000
BELPAEME Guilhem	15000	15000
BEN MOHAMED Mohamed	15000	15000
BEN SLAMA Yamin	15000	15000
BENCHORA Nacer	15000	15000
BENHENDA Mehdi	15000	15000
BENLIAN Yann	15000	15000
BERARD Eric	15000	15000
BERGERON Damien	15000	15000
BIJON Manuel	15000	15000
BLIDI Mohammed	15000	15000
BONNEROT Sylvain	15000	15000
BORGHESI David	30000	30000
BOUMEDINE Soraya	15000	15000
BOURHY Marine	15000	15000
BOUSQUET Pascal	15000	15000
BRAS Benedicte	15000	15000
BRAULT Olivier	15000	15000
BRETER Emmanuel	15000	15000
BROUSSET Florence	15000	15000
BRUNA David	30000	30000

BULIARD Alexis	60000	60000
CAVALLO Mathieu	15000	15000
CERUTTI Emilie	15000	15000
CEZARD Delphine	15000	15000
CHATAIGNERE Frederic	15000	15000
CHENE Frederic	15000	15000
CHEVOLEAU Nicolas	15000	15000
CLOSSET Jennifer	15000	15000
COHEN Florent	15000	15000
COLOMBIER Pascal	30000	30000
CUMIN Vincent	15000	15000
DAHAMNI Abdelkader	15000	15000
DARNIS Stephane	15000	15000
DEBBACHE Daoud	15000	15000
DELARIEU Eric	30000	30000
DELLAC Mathieu	15000	15000
DELOSIER Florent	15000	15000
DENIS Vincent	15000	15000
DERUELLE Bruno	30000	30000
DESCAMPS Remi	15000	15000
DESPOUY Romain	15000	15000
DESPRAIRIES Laurence	60000	60000
DEVAUX Adrien	15000	15000
DHOBIE Nicolas	30000	30000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	15000	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	15000	15000
DOS SANTOS Fanny	15000	15000
DUCOLONE Gilbert	15000	15000
DUREL Stephane	300000	150000
ELMA Anthony	15000	15000
ELOY Christophe	15000	15000
ESTIVAL Florian	15000	15000
EVANGELISTA Christophe	15000	15000
EYMAR Anthony	15000	15000
EYMARD Frederic	30000	30000
FERNANDEZ Christian	15000	15000
FERNANDEZ Pierre	15000	15000
FERRANTE Sylvia	15000	15000
FIORINO Anne-Marie	15000	15000
FITTIPALDI Sabine	15000	15000

FOLLETETE Lionel	15000	15000
FONTAINE Jean-Albert	15000	15000
FRANCESCHI Maxime	15000	15000
GACHET Teddy	15000	15000
GALIAY Stephane	15000	15000
GANAY Vincent	15000	15000
GARCIA Jean-Paul	30000	30000
GARENCE MALTAGLIATI Catherine	60000	60000
GARGUILO Caroline	15000	15000
GERMAIN Loic	15000	15000
GIUSTI Gregory	15000	15000
GODICHON Arnaud	15000	15000
GODIN Vanessa	15000	15000
GOUYACHE Maurice	30000	30000
GRAVELIER MICHON Dominique	15000	15000
GRONDIN Julien	15000	15000
GUERINI Laetitia	15000	15000
GUIBAL Lionel	15000	15000
GUIGNARD Xavier	15000	15000
GUIVARCH Vincent	60000	60000
GUZMAN Jean-Marc	15000	15000
HAHN Nathalie	15000	15000
HAJI Yann	15000	15000
HAMON Bruno	300000	150000
HARZI Sana	15000	15000
HENNI Nabil	15000	15000
HERMEL Maeva	15000	15000
HOREL Michel	30000	30000
IANNONE Sebastien	15000	15000
IKHLEF Mohamed	15000	15000
ISOARD Jacques	30000	30000
ISSAOUI Amine	15000	15000
JAEGER Joel	15000	15000
JAVAUX Valerie	15000	15000
JEANJEAN Jerome	15000	15000
KOHN Alexandra	15000	15000
KOLODZIEJ Philippe	30000	30000
L'HERBIER Maria	15000	15000
LAGEAT Florence	30000	30000
LAMASSE Patrick	15000	15000

LAODICINA Antoinette	15000	15000
LAURENZIO Nathalie	15000	15000
LAXAGUE Herve	30000	30000
LAY Frederic	15000	15000
LECOQ Frederic	15000	15000
LEGRAND Thierry	15000	15000
LELIEVRE Corentin	15000	15000
LEONARDI Clementine	15000	15000
LOUARGANT Pierre	30000	30000
LOUBET Fanny	15000	15000
LUNEL Fabien	15000	15000
MACQUET Herve	15000	15000
MAILLET Sebastien	15000	15000
MANTIN Cyril	15000	15000
MARANDO Salvatore	15000	15000
MARGUET Sonia	15000	15000
MARTEAU Laurence	15000	15000
MARTINACHE Manon	60000	60000
MARTINEZ Franck	15000	15000
MARTINI Damien	15000	15000
MARTONE Cyril	15000	15000
MASAROTTI Regis	30000	30000
MAYER Fabrice	15000	15000
MAZOUZ Rachid	15000	15000
MEFFRE Agnes	15000	15000
MISTRAL VILLEGENTE Christiane	30000	30000
MONFORTE Laurent	15000	15000
MONTELS Jerome	30000	30000
MONZO Jimmy	15000	15000
MORENO Jean	15000	15000
MORTREUX Meiddi	15000	15000
MOULIET Christophe	15000	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	15000	15000
NAQUET Pierre-Alain	60000	60000
NAVARRO Antoine	15000	15000
NEHME Jade	15000	15000
NICOLAS Stephane	15000	15000
NIZZI Jean-Luc	15000	15000
OLIVE Carole	15000	15000
OUARET Katia	15000	15000

OZOUX Frederique	30000	30000
PALOSSE Jocelyne	15000	15000
PASTOR Nathalie	15000	15000
PAUVERT Pierre	15000	15000
PELISSIER Christophe	15000	15000
PETITVALLET Pascal	30000	30000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	15000	15000
PIGNARD Frederik	15000	15000
PINON Philippe	15000	15000
POCHOLLE Maite	15000	15000
POITEVINEAU Francis	15000	15000
POUBLAN COUSTE Claude	15000	15000
POVEDA Cedric	15000	15000
REDOUANE Naouel	15000	15000
RICARD David	15000	15000
RICHARD Lina	15000	15000
RINAUDO Philippe	30000	30000
RIU HARDUIN Geraldine	15000	15000
RIVIERE Genevieve	15000	15000
ROBBA Anne-Marie	15000	15000
ROCHDI Marine	15000	15000
ROQUE Jean-Laurent	15000	15000
ROUZAUD Cedric	15000	15000
RUBI Mikael	15000	15000
SAGET Lucas	15000	15000
SAHRAOUI Karim	15000	15000
SARDELLI Didier	15000	15000
SIMON Alain	30000	30000
TAZI Hassan	15000	15000
TEILHARD Michel	15000	15000
TELENA Marion	15000	15000
TERRIBILE Denis	30000	30000
THAMRI Zine	15000	15000
THEROND Julien	15000	15000
THIAVILLE Julien	15000	15000
TORTORA Thierry	15000	15000
TOUATI Mehdi	15000	15000
TOUSSAINT Luc	15000	15000
VALENTIN Clement	15000	15000
VIDAL Thomas	15000	15000

WEYMANN Romuald	15000	15000
YOUCEFI Nabila	15000	15000
YSSOUFI Nassif	15000	15000
ZITO Coralie	15000	15000

Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	1500	7500	15000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	1500	7500	15000
CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000

CHATAIGNERE Frederic	500	7500	15000
CHENE Frederic	500	7500	15000
CHEVOLEAU Nicolas	1500	7500	15000
CLOSSET Jennifer	500	7500	15000
COHEN Florent	500	7500	15000
CUMIN Vincent	500	7500	15000
DAHAMNI Abdelkader	500	7500	15000
DARNIS Stephane	1500	7500	15000
DEBBACHE Daoud	1500	7500	15000
DELARIEU Eric	1500	7500	15000
DELLAC Mathieu	1500	7500	15000
DELOSIER Florent	1500	7500	15000
DENIS Vincent	1500	7500	15000
DERUELLE Bruno	1500	7500	15000
DESCAMPS Remi	500	7500	15000
DESPOUY Romain	500	7500	15000
DEVAUX Adrien	1500	7500	15000
DHOBIE Nicolas	1500	7500	15000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	1500	7500	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	1500	7500	15000
DOS SANTOS Fanny	500	7500	15000
DUCOLONE Gilbert	500	7500	15000
DUREL Stephane	1500	7500	15000
ELMA Anthony	1500	7500	15000
ELOY Christophe	1500	7500	15000
ESTIVAL Florian	1500	7500	15000
EVANGELISTA Christophe	1500	7500	15000
EYMAR Anthony	500	7500	15000
FERNANDEZ Christian	500	7500	15000
FERNANDEZ Pierre	500	7500	15000
FERRANTE Sylvia	500	7500	15000
FIORINO Anne-Marie	500	7500	15000
FITTIPALDI Sabine	500	7500	15000
FOLLETETE Lionel	1500	7500	15000
FONTAINE Jean-Albert	500	7500	15000
FRANCESCHI Maxime	1500	7500	15000
GACHET Teddy	1500	7500	15000
GALIAY Stephane	1500	7500	15000
GANAY Vincent	500	7500	15000
GARGUILO Caroline	1500	7500	15000

GERMAIN Loic	1500	7500	15000
GIUSTI Gregory	500	7500	15000
GODICHON Arnaud	1500	7500	15000
GODIN Vanessa	500	7500	15000
GOUYACHE Maurice	1500	7500	15000
GRAVELIER MICHON Dominique	1500	7500	15000
GRONDIN Julien	1500	7500	15000
GUERINI Laetitia	1500	7500	15000
GUIBAL Lionel	500	7500	15000
GUIGNARD Xavier	1500	7500	15000
GUZMAN Jean-Marc	500	7500	15000
HAHN Nathalie	1500	7500	15000
HAJI Yann	1500	7500	15000
HAMON Bruno	1500	7500	15000
HARZI Sana	1500	7500	15000
HENNI Nabil	1500	7500	15000
HERMEL Maeva	1500	7500	15000
HOREL Michel	1500	7500	15000
IANNONE Sebastien	1500	7500	15000
IKHLEF Mohamed	1500	7500	15000
ISSAOUI Amine	500	7500	15000
JAEGER Joel	1500	7500	15000
JAVAUX Valerie	500	7500	15000
JEANJEAN Jerome	1500	7500	15000
KOHN Alexandra	1500	7500	15000
KOLODZIEJ Philippe	1500	7500	15000
L'HERBIER Maria	500	7500	15000
LAMASSE Patrick	1500	7500	15000
LAODICINA Antoinette	1500	7500	15000
LAURENZIO Nathalie	500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LAY Frederic	1500	7500	15000
LECOQ Frederic	1500	7500	15000
LEGRAND Thierry	1500	7500	15000
LELIEVRE Corentin	1500	7500	15000
LEONARDI Clementine	500	7500	15000
LOUARGANT Pierre	1500	7500	15000
LOUBET Fanny	500	7500	15000
LUNEL Fabien	1500	7500	15000
MACQUET Herve	1500	7500	15000

MAILLET Sebastien	1500	7500	15000
MANTIN Cyril	1500	7500	15000
MARANDO Salvatore	500	7500	15000
MARGUET Sonia	500	7500	15000
MARTEAU Laurence	500	7500	15000
MARTINEZ Franck	500	7500	15000
MARTINI Damien	500	7500	15000
MARTONE Cyril	1500	7500	15000
MASAROTTI Regis	1500	7500	15000
MAYER Fabrice	1500	7500	15000
MAZOUZ Rachid	1500	7500	15000
MEFFRE Agnes	500	7500	15000
MONFORTE Laurent	1500	7500	15000
MONTELS Jerome	1500	7500	15000
MONZO Jimmy	1500	7500	15000
MORENO Jean	1500	7500	15000
MORTREUX Meiddi	1500	7500	15000
MOULIET Christophe	1500	7500	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	500	7500	15000
NAVARRO Antoine	1500	7500	15000
NEHME Jade	500	7500	15000
NICOLAS Stephane	1500	7500	15000
NIZZI Jean-Luc	1500	7500	15000
OLIVE Carole	500	7500	15000
OUARET Katia	1500	7500	15000
PALOSSE Jocelyne	500	7500	15000
PASTOR Nathalie	500	7500	15000
PAUVERT Pierre	500	7500	15000
PELISSIER Christophe	500	7500	15000
PETITVALLET Pascal	1500	7500	15000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	500	7500	15000
PIGNARD Frederik	500	7500	15000
PINON Philippe	1500	7500	15000
POCHOLLE Maite	1500	7500	15000
POITEVINEAU Francis	1500	7500	15000
POUBLAN COUSTE Claude	1500	7500	15000
POVEDA Cedric	1500	7500	15000
REDOUANE Naouel	500	7500	15000
RICARD David	1500	7500	15000
RICHARD Lina	500	7500	15000

RINAUDO Philippe	1500	7500	15000
RIU HARDUIN Geraldine	500	7500	15000
RIVIERE Genevieve	500	7500	15000
ROBBA Anne-Marie	1500	7500	15000
ROCHDI Marine	500	7500	15000
ROQUE Jean-Laurent	1500	7500	15000
ROUZAUD Cedric	500	7500	15000
RUBI Mikael	1500	7500	15000
SAGET Lucas	500	7500	15000
SAHRAOUI Karim	500	7500	15000
SARDELLI Didier	500	7500	15000
TAZI Hassan	1500	7500	15000
TEILHARD Michel	500	7500	15000
TELENA Marion	500	7500	15000
TERRIBILE Denis	1500	7500	15000
THAMRI Zine	1500	7500	15000
THEROND Julien	500	7500	15000
THIAVILLE Julien	500	7500	15000
TORTORA Thierry	500	7500	15000
TOUATI Mehdi	500	7500	15000
TOUSSAINT Luc	1500	7500	15000
VALENTIN Clement	500	7500	15000
VIDAL Thomas	1500	7500	15000
WEYMANN Romuald	500	7500	15000
YOUCEFI Nabila	1500	7500	15000
YSSOUFI Nassif	500	7500	15000
ZITO Coralie	1500	7500	15000

Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	1500	7500	15000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	1500	7500	15000
CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000

CHATAIGNERE Frederic	500	7500	15000
CHENE Frederic	500	7500	15000
CHEVOLEAU Nicolas	1500	7500	15000
CLOSSET Jennifer	500	7500	15000
COHEN Florent	500	7500	15000
CUMIN Vincent	500	7500	15000
DAHAMNI Abdelkader	500	7500	15000
DARNIS Stephane	1500	7500	15000
DEBBACHE Daoud	1500	7500	15000
DELARIEU Eric	1500	7500	15000
DELLAC Mathieu	1500	7500	15000
DELOSIER Florent	1500	7500	15000
DENIS Vincent	1500	7500	15000
DERUELLE Bruno	1500	7500	15000
DESCAMPS Remi	500	7500	15000
DESPOUY Romain	500	7500	15000
DEVAUX Adrien	1500	7500	15000
DHOBIE Nicolas	1500	7500	15000
DO ROSARIO Abdou-Aziz	1500	7500	15000
DOMINGUEZ Jean-Christophe	1500	7500	15000
DOS SANTOS Fanny	500	7500	15000
DUCOLONE Gilbert	500	7500	15000
DUREL Stephane	1500	7500	15000
ELMA Anthony	1500	7500	15000
ELOY Christophe	1500	7500	15000
ESTIVAL Florian	1500	7500	15000
EVANGELISTA Christophe	1500	7500	15000
EYMAR Anthony	500	7500	15000
FERNANDEZ Christian	500	7500	15000
FERNANDEZ Pierre	500	7500	15000
FERRANTE Sylvia	500	7500	15000
FIORINO Anne-Marie	500	7500	15000
FITTIPALDI Sabine	500	7500	15000
FOLLETETE Lionel	1500	7500	15000
FONTAINE Jean-Albert	500	7500	15000
FRANCESCHI Maxime	1500	7500	15000
GACHET Teddy	1500	7500	15000
GALIAY Stephane	1500	7500	15000
GANAY Vincent	500	7500	15000
GARGUILO Caroline	1500	7500	15000

GERMAIN Loic	1500	7500	15000
GIUSTI Gregory	500	7500	15000
GODICHON Arnaud	1500	7500	15000
GODIN Vanessa	500	7500	15000
GOUYACHE Maurice	1500	7500	15000
GRAVELIER MICHON Dominique	1500	7500	15000
GRONDIN Julien	1500	7500	15000
GUERINI Laetitia	1500	7500	15000
GUIBAL Lionel	500	7500	15000
GUIGNARD Xavier	1500	7500	15000
GUZMAN Jean-Marc	500	7500	15000
HAHN Nathalie	1500	7500	15000
HAJI Yann	1500	7500	15000
HAMON Bruno	1500	7500	15000
HARZI Sana	1500	7500	15000
HENNI Nabil	1500	7500	15000
HERMEL Maeva	1500	7500	15000
HOREL Michel	1500	7500	15000
IANNONE Sebastien	1500	7500	15000
IKHLEF Mohamed	1500	7500	15000
ISSAOUI Amine	500	7500	15000
JAEGER Joel	1500	7500	15000
JAVAUX Valerie	500	7500	15000
JEANJEAN Jerome	1500	7500	15000
KOHN Alexandra	1500	7500	15000
KOLODZIEJ Philippe	1500	7500	15000
L'HERBIER Maria	500	7500	15000
LAMASSE Patrick	1500	7500	15000
LAODICINA Antoinette	1500	7500	15000
LAURENZIO Nathalie	500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LAY Frederic	1500	7500	15000
LECOQ Frederic	1500	7500	15000
LEGRAND Thierry	1500	7500	15000
LELIEVRE Corentin	1500	7500	15000
LEONARDI Clementine	500	7500	15000
LOUARGANT Pierre	1500	7500	15000
LOUBET Fanny	500	7500	15000
LUNEL Fabien	1500	7500	15000
MACQUET Herve	1500	7500	15000

MAILLET Sebastien	1500	7500	15000
MANTIN Cyril	1500	7500	15000
MARANDO Salvatore	500	7500	15000
MARGUET Sonia	500	7500	15000
MARTEAU Laurence	500	7500	15000
MARTINEZ Franck	500	7500	15000
MARTINI Damien	500	7500	15000
MARTONE Cyril	1500	7500	15000
MASAROTTI Regis	1500	7500	15000
MAYER Fabrice	1500	7500	15000
MAZOUZ Rachid	1500	7500	15000
MEFFRE Agnes	500	7500	15000
MONFORTE Laurent	1500	7500	15000
MONTELS Jerome	1500	7500	15000
MONZO Jimmy	1500	7500	15000
MORENO Jean	1500	7500	15000
MORTREUX Meiddi	1500	7500	15000
MOULIET Christophe	1500	7500	15000
MOUSSADIK Jean-Karim	500	7500	15000
NAVARRO Antoine	1500	7500	15000
NEHME Jade	500	7500	15000
NICOLAS Stephane	1500	7500	15000
NIZZI Jean-Luc	1500	7500	15000
OLIVE Carole	500	7500	15000
OUARET Katia	1500	7500	15000
PALOSSE Jocelyne	500	7500	15000
PASTOR Nathalie	500	7500	15000
PAUVERT Pierre	500	7500	15000
PELISSIER Christophe	500	7500	15000
PETITVALLET Pascal	1500	7500	15000
PEZZATINI--RIBOT Margaux	500	7500	15000
PIGNARD Frederik	500	7500	15000
PINON Philippe	1500	7500	15000
POCHOLLE Maite	1500	7500	15000
POITEVINEAU Francis	1500	7500	15000
POUBLAN COUSTE Claude	1500	7500	15000
POVEDA Cedric	1500	7500	15000
REDOUANE Naouel	500	7500	15000
RICARD David	1500	7500	15000
RICHARD Lina	500	7500	15000

RINAUDO Philippe	1500	7500	15000
RIU HARDUIN Geraldine	500	7500	15000
RIVIERE Genevieve	500	7500	15000
ROBBA Anne-Marie	1500	7500	15000
ROCHDI Marine	500	7500	15000
ROQUE Jean-Laurent	1500	7500	15000
ROUZAUD Cedric	500	7500	15000
RUBI Mikael	1500	7500	15000
SAGET Lucas	500	7500	15000
SAHRAOUI Karim	500	7500	15000
SARDELLI Didier	500	7500	15000
TAZI Hassan	1500	7500	15000
TEILHARD Michel	500	7500	15000
TELENA Marion	500	7500	15000
TERRIBILE Denis	1500	7500	15000
THAMRI Zine	1500	7500	15000
THEROND Julien	500	7500	15000
THIAVILLE Julien	500	7500	15000
TORTORA Thierry	500	7500	15000
TOUATI Mehdi	500	7500	15000
TOUSSAINT Luc	1500	7500	15000
VALENTIN Clement	500	7500	15000
VIDAL Thomas	1500	7500	15000
WEYMANN Romuald	500	7500	15000
YOUCEFI Nabila	1500	7500	15000
YSSOUFI Nassif	500	7500	15000
ZITO Coralie	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

MARSEILLE CEDEX 2, LE 19 AVR. 2021

DR MARSEILLE

48 AV ROBERT SCHUMAN
13224 MARSEILLE CEDEX 2
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : RABEUX Caroline
Téléphone : 09 70 27 83 09
Télécopie : 04 91 14 14 13
Mél : dr-
marseille@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/8 du directeur régional à MARSEILLE CEDEX 2 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE

JEAN BAPTISTE Guy

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 36791	3000	15000	30000
Matricule 37275	6000	30000	60000
Matricule 37580	1500	7500	15000
Matricule 38516	3000	15000	30000
Matricule 38528	3000	15000	30000
Matricule 38940	500	7500	15000
Matricule 39068	1500	7500	15000
Matricule 39654	3000	15000	30000
Matricule 40949	6000	30000	60000
Matricule 41061	illimité	100000	250000
Matricule 41333	1500	7500	15000
Matricule 41378	1500	7500	15000
Matricule 41514	3000	15000	30000
Matricule 41740	1500	7500	15000
Matricule 42047	3000	15000	30000
Matricule 42049	9000	45000	90000
Matricule 42057	6000	30000	60000
Matricule 42109	3000	15000	30000
Matricule 42285	6000	30000	60000
Matricule 42538	500	7500	15000
Matricule 42549	6000	30000	60000
Matricule 42707	3000	15000	30000
Matricule 43257	3000	15000	30000
Matricule 43262	1500	7500	15000
Matricule 43327	9000	45000	90000
Matricule 43357	3000	15000	30000
Matricule 43641	500	7500	15000
Matricule 43679	9000	45000	90000

Matricule 44028	500	7500	15000
Matricule 44198	3000	15000	30000
Matricule 44304	6000	30000	60000
Matricule 44450	illimité	100000	250000
Matricule 45064	500	7500	15000
Matricule 45216	500	7500	15000
Matricule 45258	1500	7500	15000
Matricule 45372	500	7500	15000
Matricule 45448	3000	15000	30000
Matricule 45515	3000	15000	30000
Matricule 45625	1500	7500	15000
Matricule 45714	1500	7500	15000
Matricule 45720	500	7500	15000
Matricule 45957	500	7500	15000
Matricule 46269	500	7500	15000
Matricule 46420	500	7500	15000
Matricule 46684	500	7500	15000
Matricule 47037	1500	7500	15000
Matricule 50006	500	7500	15000
Matricule 50050	500	7500	15000
Matricule 50262	500	7500	15000
Matricule 50356	1500	7500	15000
Matricule 50410	500	7500	15000
Matricule 50416	1500	7500	15000
Matricule 50544	1500	7500	15000
Matricule 50706	500	7500	15000
Matricule 50808	3000	15000	30000
Matricule 51492	500	7500	15000
Matricule 51753	500	7500	15000
Matricule 51846	1500	7500	15000
Matricule 52095	3000	15000	30000
Matricule 52101	6000	30000	60000
Matricule 52190	1500	7500	15000
Matricule 52315	1500	7500	15000
Matricule 52361	3000	15000	30000
Matricule 52414	3000	15000	30000
Matricule 52786	1500	7500	15000
Matricule 53471	1500	7500	15000
Matricule 53638	500	7500	15000
Matricule 53678	1500	7500	15000

Matricule 53728	500	7500	15000
Matricule 53859	3000	15000	30000
Matricule 53962	500	7500	15000
Matricule 53978	500	7500	15000
Matricule 54038	500	7500	15000
Matricule 54092	1500	7500	15000
Matricule 54093	500	7500	15000
Matricule 54282	1500	7500	15000
Matricule 54391	1500	7500	15000
Matricule 54410	500	7500	15000
Matricule 54446	500	7500	15000
Matricule 54474	1500	7500	15000
Matricule 54502	1500	7500	15000
Matricule 54576	1500	7500	15000
Matricule 54597	3000	15000	30000
Matricule 54599	9000	45000	90000
Matricule 54654	1500	7500	15000
Matricule 54750	500	7500	15000
Matricule 55058	1500	7500	15000
Matricule 55144	500	7500	15000
Matricule 55234	1500	7500	15000
Matricule 55254	1500	7500	15000
Matricule 55292	1500	7500	15000
Matricule 55352	3000	15000	30000
Matricule 55450	1500	7500	15000
Matricule 55494	500	7500	15000
Matricule 55602	1500	7500	15000
Matricule 55814	500	7500	15000
Matricule 55818	500	7500	15000
Matricule 55826	500	7500	15000
Matricule 55866	500	7500	15000
Matricule 56074	500	7500	15000
Matricule 56251	1500	7500	15000
Matricule 56270	1500	7500	15000
Matricule 56358	1500	7500	15000
Matricule 56388	500	7500	15000
Matricule 56435	1500	7500	15000
Matricule 56544	1500	7500	15000
Matricule 56982	1500	7500	15000
Matricule 57200	1500	7500	15000

Matricule 57252	1500	7500	15000
Matricule 57328	500	7500	15000
Matricule 57392	500	7500	15000
Matricule 57535	1500	7500	15000
Matricule 57540	1500	7500	15000
Matricule 57558	1500	7500	15000
Matricule 57612	1500	7500	15000
Matricule 58110	500	7500	15000
Matricule 58125	1500	7500	15000
Matricule 58128	500	7500	15000
Matricule 58222	1500	7500	15000
Matricule 58290	1500	7500	15000
Matricule 58538	1500	7500	15000
Matricule 58617	3000	15000	30000
Matricule 58736	1500	7500	15000
Matricule 58830	1500	7500	15000
Matricule 58886	1500	7500	15000
Matricule 58947	1500	7500	15000
Matricule 58966	500	7500	15000
Matricule 59167	9000	45000	90000
Matricule 59396	1500	7500	15000
Matricule 59750	1500	7500	15000
Matricule 59788	500	7500	15000
Matricule 59907	500	7500	15000
Matricule 59994	1500	7500	15000
Matricule 60016	1500	7500	15000
Matricule 60128	500	7500	15000
Matricule 60486	1500	7500	15000
Matricule 60492	1500	7500	15000
Matricule 60553	500	7500	15000
Matricule 60578	1500	7500	15000
Matricule 60960	1500	7500	15000
Matricule 61020	1500	7500	15000
Matricule 61084	500	7500	15000
Matricule 61123	6000	30000	60000
Matricule 61130	500	7500	15000
Matricule 61313	500	7500	15000
Matricule 61316	500	7500	15000
Matricule 61358	500	7500	15000
Matricule 61380	1500	7500	15000

Matricule 61562	1500	7500	15000
Matricule 61606	500	7500	15000
Matricule 61618	1500	7500	15000
Matricule 61806	1500	7500	15000
Matricule 61935	1500	7500	15000
Matricule 61990	1500	7500	15000
Matricule 62028	500	7500	15000
Matricule 62102	500	7500	15000
Matricule 62144	1500	7500	15000
Matricule 62194	1500	7500	15000
Matricule 62258	500	7500	15000
Matricule 62462	500	7500	15000
Matricule 62592	500	7500	15000
Matricule 62642	500	7500	15000
Matricule 62662	500	7500	15000
Matricule 62876	1500	7500	15000
Matricule 62912	1500	7500	15000
Matricule 62946	1500	7500	15000
Matricule 63000	1500	7500	15000
Matricule 63078	1500	7500	15000
Matricule 63292	1500	7500	15000
Matricule 63305	500	7500	15000
Matricule 63310	1500	7500	15000
Matricule 63320	1500	7500	15000
Matricule 63374	500	7500	15000
Matricule 63478	500	7500	15000
Matricule 63618	500	7500	15000
Matricule 64106	500	7500	15000
Matricule 64152	500	7500	15000
Matricule 64168	500	7500	15000
Matricule 64228	500	7500	15000
Matricule 64253	1500	7500	15000
Matricule 64260	500	7500	15000
Matricule 64350	1500	7500	15000
Matricule 64418	1500	7500	15000
Matricule 64426	1500	7500	15000
Matricule 64486	1500	7500	15000
Matricule 64562	1500	7500	15000
Matricule 64602	1500	7500	15000
Matricule 64626	1500	7500	15000

Matricule 64638	1500	7500	15000
Matricule 64660	500	7500	15000
Matricule 64874	500	7500	15000
Matricule 65108	500	7500	15000
Matricule 65128	500	7500	15000
Matricule 65130	500	7500	15000
Matricule 65240	1500	7500	15000
Matricule 65384	1500	7500	15000
Matricule 65880	1500	7500	15000
Matricule 65938	1500	7500	15000
Matricule 66232	500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 36791	1500	7500	15000
Matricule 37580	1500	7500	15000
Matricule 38516	1500	7500	15000
Matricule 38528	1500	7500	15000
Matricule 38940	500	7500	15000
Matricule 39068	1500	7500	15000
Matricule 41061	1500	7500	15000
Matricule 41333	1500	7500	15000
Matricule 41378	1500	7500	15000
Matricule 41740	1500	7500	15000
Matricule 42047	1500	7500	15000
Matricule 42538	500	7500	15000
Matricule 42707	1500	7500	15000
Matricule 43262	1500	7500	15000
Matricule 43641	500	7500	15000
Matricule 44028	500	7500	15000
Matricule 44198	1500	7500	15000
Matricule 44450	1500	7500	15000
Matricule 45064	500	7500	15000
Matricule 45216	500	7500	15000
Matricule 45258	1500	7500	15000
Matricule 45372	500	7500	15000
Matricule 45448	1500	7500	15000
Matricule 45515	1500	7500	15000
Matricule 45625	1500	7500	15000
Matricule 45714	1500	7500	15000
Matricule 45720	500	7500	15000
Matricule 45957	500	7500	15000

Matricule 46269	500	7500	15000
Matricule 46420	500	7500	15000
Matricule 46684	500	7500	15000
Matricule 47037	1500	7500	15000
Matricule 50006	500	7500	15000
Matricule 50050	500	7500	15000
Matricule 50262	500	7500	15000
Matricule 50356	1500	7500	15000
Matricule 50410	500	7500	15000
Matricule 50416	1500	7500	15000
Matricule 50544	1500	7500	15000
Matricule 50706	500	7500	15000
Matricule 50808	1500	7500	15000
Matricule 51492	500	7500	15000
Matricule 51753	500	7500	15000
Matricule 51846	1500	7500	15000
Matricule 52190	1500	7500	15000
Matricule 52315	1500	7500	15000
Matricule 52361	1500	7500	15000
Matricule 52414	1500	7500	15000
Matricule 52786	1500	7500	15000
Matricule 53471	1500	7500	15000
Matricule 53638	500	7500	15000
Matricule 53678	1500	7500	15000
Matricule 53728	500	7500	15000
Matricule 53859	1500	7500	15000
Matricule 53962	500	7500	15000
Matricule 53978	500	7500	15000
Matricule 54038	500	7500	15000
Matricule 54092	1500	7500	15000
Matricule 54093	500	7500	15000
Matricule 54282	1500	7500	15000
Matricule 54391	1500	7500	15000
Matricule 54410	500	7500	15000
Matricule 54446	500	7500	15000
Matricule 54474	1500	7500	15000
Matricule 54502	1500	7500	15000
Matricule 54576	1500	7500	15000
Matricule 54597	1500	7500	15000
Matricule 54654	1500	7500	15000

Matricule 54750	500	7500	15000
Matricule 55058	1500	7500	15000
Matricule 55144	500	7500	15000
Matricule 55234	1500	7500	15000
Matricule 55254	1500	7500	15000
Matricule 55292	1500	7500	15000
Matricule 55352	1500	7500	15000
Matricule 55450	1500	7500	15000
Matricule 55494	500	7500	15000
Matricule 55602	1500	7500	15000
Matricule 55814	500	7500	15000
Matricule 55818	500	7500	15000
Matricule 55826	500	7500	15000
Matricule 55866	500	7500	15000
Matricule 56074	500	7500	15000
Matricule 56251	1500	7500	15000
Matricule 56270	1500	7500	15000
Matricule 56358	1500	7500	15000
Matricule 56388	500	7500	15000
Matricule 56435	1500	7500	15000
Matricule 56544	1500	7500	15000
Matricule 56982	1500	7500	15000
Matricule 57200	1500	7500	15000
Matricule 57252	1500	7500	15000
Matricule 57328	500	7500	15000
Matricule 57392	500	7500	15000
Matricule 57535	1500	7500	15000
Matricule 57540	1500	7500	15000
Matricule 57558	1500	7500	15000
Matricule 57612	1500	7500	15000
Matricule 58110	500	7500	15000
Matricule 58125	1500	7500	15000
Matricule 58128	500	7500	15000
Matricule 58222	1500	7500	15000
Matricule 58290	1500	7500	15000
Matricule 58538	1500	7500	15000
Matricule 58617	1500	7500	15000
Matricule 58736	1500	7500	15000
Matricule 58830	1500	7500	15000
Matricule 58886	1500	7500	15000

Matricule 58947	1500	7500	15000
Matricule 58966	500	7500	15000
Matricule 59396	1500	7500	15000
Matricule 59750	1500	7500	15000
Matricule 59788	500	7500	15000
Matricule 59907	500	7500	15000
Matricule 59994	1500	7500	15000
Matricule 60016	1500	7500	15000
Matricule 60128	500	7500	15000
Matricule 60486	1500	7500	15000
Matricule 60492	1500	7500	15000
Matricule 60553	500	7500	15000
Matricule 60578	1500	7500	15000
Matricule 60960	1500	7500	15000
Matricule 61020	1500	7500	15000
Matricule 61084	500	7500	15000
Matricule 61130	500	7500	15000
Matricule 61313	500	7500	15000
Matricule 61316	500	7500	15000
Matricule 61358	500	7500	15000
Matricule 61380	1500	7500	15000
Matricule 61562	1500	7500	15000
Matricule 61606	500	7500	15000
Matricule 61618	1500	7500	15000
Matricule 61806	1500	7500	15000
Matricule 61935	1500	7500	15000
Matricule 61990	1500	7500	15000
Matricule 62028	500	7500	15000
Matricule 62102	500	7500	15000
Matricule 62144	1500	7500	15000
Matricule 62194	1500	7500	15000
Matricule 62258	500	7500	15000
Matricule 62462	500	7500	15000
Matricule 62592	500	7500	15000
Matricule 62642	500	7500	15000
Matricule 62662	500	7500	15000
Matricule 62876	1500	7500	15000
Matricule 62912	1500	7500	15000
Matricule 62946	1500	7500	15000
Matricule 63000	1500	7500	15000

Matricule 63078	1500	7500	15000
Matricule 63292	1500	7500	15000
Matricule 63305	500	7500	15000
Matricule 63310	1500	7500	15000
Matricule 63320	1500	7500	15000
Matricule 63374	500	7500	15000
Matricule 63478	500	7500	15000
Matricule 63618	500	7500	15000
Matricule 64106	500	7500	15000
Matricule 64152	500	7500	15000
Matricule 64168	500	7500	15000
Matricule 64228	500	7500	15000
Matricule 64253	1500	7500	15000
Matricule 64260	500	7500	15000
Matricule 64350	1500	7500	15000
Matricule 64418	1500	7500	15000
Matricule 64426	1500	7500	15000
Matricule 64486	1500	7500	15000
Matricule 64562	1500	7500	15000
Matricule 64602	1500	7500	15000
Matricule 64626	1500	7500	15000
Matricule 64638	1500	7500	15000
Matricule 64660	500	7500	15000
Matricule 64874	500	7500	15000
Matricule 65108	500	7500	15000
Matricule 65128	500	7500	15000
Matricule 65130	500	7500	15000
Matricule 65240	1500	7500	15000
Matricule 65384	1500	7500	15000
Matricule 65880	1500	7500	15000
Matricule 65938	1500	7500	15000
Matricule 66232	500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional
JEAN BAPTISTE Guy
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2021-04-27-00002

Arrêté donnant délégation de signature à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer, Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation



**Arrêté donnant délégation de signature à
Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer
Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation**

La préfète de police

Vu le code de la défense ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L.3332-15 ;

Vu le code de sécurité intérieure ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, notamment ses articles 1 et 3 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié, préventif ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 78-1 et suivants ;

Vu le décret n°2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes, moderne, simplifié et préventif ;

Vu le décret du Président de la République du 11 mars 2019 portant nomination de M. Denis MAUVAIS en qualité de sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13-2020-12-24-001 du 24 décembre 2020 portant organisation des directions, services et bureaux de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu la note de service n° 352 de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône du

13 août 2019 portant affectation de Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, en qualité de directrice de la sécurité - police administrative et réglementation à compter du 1er octobre 2019 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de signature est donnée à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, directrice de la sécurité - police administrative et réglementation (DSPAR), dans les matières relevant pour cette direction des attributions de la préfète de police des Bouches du Rhône, telles que définies dans les dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, hormis les arrêtés de fermeture administrative des débits de boissons, licence IV.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, directrice de la sécurité - police administrative et réglementation (DSPAR), la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, par Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière, qui sont également habilités à signer les correspondances courantes relevant de la compétence de leurs bureaux respectifs.

ARTICLE 3 -

Dans le cadre des attributions du bureau de la circulation routière, délégation de signature est donnée à Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire pour les décisions portant suspension, interdiction de délivrance du permis de conduire et pour l'immobilisation et mise en fourrière en application de l'article L.325-1-2 du code de la route, ainsi que pour les décisions portant sur les éthylo-tests anti-démarrage et décisions portant habilitation au SNPC et SIV de la police municipale. Délégation de signature est donnée pour ces compétences en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire à Mme Laurie-Anne BOUSSANT, secrétaire administrative de classe supérieure, chef du pôle professions réglementées, adjointe au chef du bureau de la circulation routière.

ARTICLE 4 :

Dans le cadre des attributions du bureau des armes, délégation de signature est donnée à :

- Mme Sylvie PONGE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des armes, pour signer les cartes européennes d'armes à feu, ainsi que les récépissés de déclaration d'acquisition, vente, cession ou mise en possession d'armes de catégorie C, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY tenu par l'ARS, ainsi que toutes correspondances nécessaires à l'instruction des dossiers relevant du bureau des armes, notamment les enquêtes administratives de moralité ou de destination d'armes, à effectuer par les forces de l'ordre, et devant donner lieu à la consultation de fichiers puis au rendu d'un avis circonstancié (sur les demandes d'autorisation d'acquisition et détention d'armes).

- Mme Nathalie TEMPESTA, secrétaire administrative de classe supérieure, chargée de la section armes de catégorie C pour signer les récépissés de déclaration d'acquisition, vente, cession ou mise en possession d'armes de catégorie C, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY tenu par l'ARS, ainsi que toutes correspondances nécessaires à l'instruction des dossiers relevant du bureau des armes, notamment les enquêtes administratives de moralité ou de destination d'armes, à effectuer par les forces de l'ordre, et devant donner lieu à la consultation de fichiers puis au rendu d'un avis circonstancié (sur les demandes d'autorisation d'acquisition et détention d'armes).

ARTICLE 5 :

Dans le cadre des attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité, délégation de signature est donnée à :

- Mme Eurielle JULLIAND, secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la mission police administrative, pour signer les récépissés de dépôt des demandes d'installation de systèmes de vidéo-protection, les demandes d'enquête aux services de police et gendarmerie, les demandes de pièces réglementaires manquantes aux dossiers, les demandes de suites judiciaires près les procureurs de la République et les bordereaux et courriers d'envoi pour notification et information, les demandes d'enquêtes de police ou de gendarmerie permettant de vérifier le respect des zones de protection lors d'une translation de licence de débit de boissons, les avis des services de police et de gendarmerie et des mairies dans le cadre des demandes d'autorisations de fermeture tardives des débits de boissons, les avis réglementaires des maires concernés dans le cadre des transferts intra-départementaux de licences de boissons, les pièces réglementaires manquantes aux dossiers et les bordereaux d'envoi pour notification et information ainsi que toutes les correspondances courantes,

- Mme Stéphanie DUPUY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la mission sécurité pour signer les demandes d'enquête aux services de police et gendarmerie, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY, les demandes de pièces réglementaires manquantes aux dossiers, les demandes de suites judiciaires près les procureurs de la République et les bordereaux et courriers d'envoi pour notification et information, ainsi que la consultation des fichiers nécessaires aux enquêtes administratives dans les matières relevant de sa mission ainsi que toutes les correspondances courantes

ARTICLE 6 :

Dans le cadre des attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Hélène GUARNACCIA, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, pour signer les récépissés de dépôt des demandes d'installation de systèmes de vidéo-protection ainsi que la consultation des fichiers nécessaires aux enquêtes administratives et toutes les correspondances courantes relatives aux attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité.

ARTICLE 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes, la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Sylvie PONGE, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau des armes, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces dernières par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière

ARTICLE 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Marie-Hélène GUARNACCIA, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, par Mme Stéphanie DUPUY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la mission sécurité, pour les attributions relatives à la mission sécurité et Mme Eurielle JULLIAND, secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la mission police administrative, pour les attributions relatives à la mission police administrative, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces dernières par Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière

ARTICLE 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière, la délégation de signature qui lui est consentie au titre du bureau de la circulation routière sera assurée par Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire et par Mme Laurie-Anne BOUSSANT, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef de bureau, chef du pôle professions réglementées pour l'ensemble des attributions du bureau de la circulation routière, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces derniers par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité et Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes en cas d'absence.

ARTICLE 10 :

L'arrêté n°13-2021-04-26-00035 du 26 avril 2021 publié au RAA n°13-2021-118 du 27 avril 2021 est retiré.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté prendra effet le 1er mai 2021, date à laquelle il abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 publié au RAA N° 13-2020-313 du 14 décembre 2020.

ARTICLE 12 :

M. le directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône et Mme la directrice de la sécurité-police administrative et réglementation- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 27 avril 2021

La préfète de police
des Bouches-du-Rhône

signé

Frédérique CAMILLERI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-27-00004

Arrêté portant habilitation de la société
dénommée
« PFI Provence » exploitée sous l enseigne
commerciale « ACCUEIL PERMANENCE
GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à
MARSEILLE (13001) dans le domaine funéraire, du
27 AVRIL 2021



**Bureau des Elections et de la Réglementation
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

**Arrêté portant habilitation de la société dénommée
« PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale « ACCUEIL PERMANENCE
GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à MARSEILLE (13001)
dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021**

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 13 mai 2020 portant habilitation sous le n° 20-13-0237 de la société dénommée « PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale « ACCEUIL PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES » dans le domaine funéraire jusqu'au 13 mai 2021 ;

Vu la demande reçue le 12 mars 2021 de Monsieur Jordan SARRAZIT, Président, sollicitant le renouvellement de l'habilitation susvisée dans le domaine funéraire ;

Considérant que Monsieur Jordan SARRAZIT, Président, justifie de l'aptitude professionnelle requise par les fonctions de dirigeant, dans les conditions visées à l'article D.2223-55-13 du code, l'intéressé est réputé satisfaire au 1^{er} janvier 2013, à l'exigence de diplôme mentionnée à l'article L.2223-25-1 du CGCT ;

Considérant que la demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R E T E

Article 1er : La société dénommée «PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale «ACCUEIL PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES.» sise 10 Rue de la République à MARSEILLE (13001), exploitée par M. Jordan SARRAZIT, Président, est habilitée à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques,
- Fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0237**

Article 3 : L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement de l'habilitation devra être effectuée deux mois avant son échéance.

Article 4 : L'arrêté Préfectoral du 13 mai 2020 portant habilitation sous le n° 20-13-0237 susvisé est abrogé.

Article 5: L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 6: La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 27 avril 2021

Pour le Préfet,
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-27-00003

Arrêté portant habilitation de l'établissement
secondaire de la société dénommée
« POMPES FUNEBRES NEMROD » sis à
MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire,
du 27 AVRIL 2021



**Bureau des Elections et de la Réglementation
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

**Arrêté portant habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée
« POMPES FUNEBRES NEMROD » sis à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire,
du 27 AVRIL 2021**

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L2223-19 et L2223-23 ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 9 juillet 2015 portant habilitation sous le n°15/13/415 de l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD » sise 26 avenue des Frères Roqueplan à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire jusqu'au 09 juillet 2021 ;

Vu la demande reçue le 27 janvier 2021 de M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL et Mme Sandrine JOUVAL, co-gérants, sollicitant le renouvellement de l'habilitation de l'établissement secondaire susvisé dans le domaine funéraire ;

Considérant que M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL, Mme Sandrine JOUVAL, co-responsables, justifient de l'aptitude professionnelle requise par les fonctions de dirigeant dans les conditions visées à l'article D.2223-55-13 du code, et réputés satisfaire au 1^{er} janvier 2013, à l'exigence de diplôme mentionnée à l'article L.2223-25-1 du CGCT ;

Considérant que l'entreprise susvisée est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD » sise 26 avenue des Frères Roqueplan à MALLEMORT (13370) exploité par M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL et Mme Sandrine JOUVAL, co-gérants, est habilité à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Soins de conservation (*en sous-traitance*)
- Fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0204**. L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement devra être effectuée 2 mois avant son échéance.

Article 3 : L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 9 juillet 2015 portant habilitation sous le numéro 15/13/415 de l'établissement secondaire susvisé est abrogé.

Article 4 : L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 5 : La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 27 avril 2021

Pour le Préfet,
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00043

Arrêté portant habilitation de l'établissement
secondaire de la société dénommée
« FUNERAILLES EUROPEENNES » sise à VELAUX
(13880) dans le domaine funéraire, du 26 avril
2021

**Bureau des Elections et de la Réglementation
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

**Arrêté portant habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée
« FUNERAILLES EUROPEENNES » sise à VELAUX (13880)
dans le domaine funéraire, du 26 avril 2021**

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 2020 portant habilitation sous le n°20-13-0245 de l'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 rue Victor Hugo à VELAUX (13880) dans le domaine funéraire jusqu'au 27 mai 2021 ;

Vu la demande reçue le 24 mars 2021 de M. Daniel NOCERA, gérant, sollicitant le renouvellement de l'habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 Rue Victor Hugo à VELAUX (13880), dans le domaine funéraire

Considérant que la demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 Rue Victor Hugo à VELAUX (13880) dirigé par Monsieur Daniel NOCERA, gérant, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- organisation des obsèques
- fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- transport de corps avant mise en bière
- transport de corps après mise en bière
- soins de conservation (en sous-traitance)
- fourniture de corbillards
- fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0245**

Article 3 : L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement de l'habilitation devra être effectuée deux mois avant son échéance.

Article 4 : L'arrêté Préfectoral du 27 mai 2020 portant habilitation sous le n°20-13-0245 susvisé est abrogé.

Article 5 : L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 6 : La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 26 avril 2021

Pour le Préfet,
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00041

renouvellement auto-ecole CHAVE-PROGRES, n°
E0301310820, monsieur Jean-Claude PAGES, 62
RUE DU PROGRÈS 13005 MARSEILLE



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :
POLICE ADMINISTRATIVE
ET RÉGLEMENTATION

Bureau de la Circulation Routière
Pôle des Professions Réglementées
de l'Education, de la Circulation Routières

A R R Ê T É
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**
SOUS LE N° E 03 013 1082 0

Vu le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

Vu la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

Vu le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

Vu l'agrément préfectoral délivré le **07 novembre 2016** autorisant **Monsieur Jean-Claude PAGES** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

Considérant la demande de renouvellement d'agrément formulée le **21 avril 2021** par **Monsieur Jean-Claude PAGES** ;

Considérant la conformité des pièces produites par **Monsieur Jean-Claude PAGES** le **22 avril 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

A R R Ê T E :

ART. 1 : Monsieur Jean-Claude PAGES, demeurant 56 Boulevard Eugène Pierre 13005 MARSEILLE, est autorisé à exploiter, à titre personnel, l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

AUTO-ECOLE CHAVE-PROGRÈS 62 RUE DU PROGRÈS 13005 MARSEILLE

(les droits des tiers étant expressément sauvegardés) ;

ART. 2 : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 03 013 1082 0**. Sa validité expire le **22 avril 2026**.

ART. 3 : Monsieur Jean-Claude PAGES, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0856 0** délivrée le **24 février 2021** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

~ B ~ B1 ~ AAC ~

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

ART. 4 : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

ART. 5 : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

ART. 6 : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

ART. 7 : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

ART. 8 : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

ART. 9 : L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...

ART. 10 : Le titulaire de l'agrément peut former un recours administratif auprès de l'autorité ayant délivré le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut également introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif, 22-24 Rue Breteuil - 13281 MARSEILLE Cedex 6 - www.telerecours.fr.

ART. 11 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Contrôleur Général, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

26 AVRIL 2021

POUR LE PRÉFET
LE CHEF DU BUREAU
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Signé

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00042

renouvellement auto-ecole MIRABEAU
CONDUITE, n° E1201363160, madame Isabelle
BRULE, 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE 13550
NOVES



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :
POLICE ADMINISTRATIVE
ET RÉGLEMENTATION

Bureau de la Circulation Routière
Pôle des Professions Réglementées
de l'Education, de la Circulation Routières

A R R Ê T É
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**
SOUS LE N° E 12 013 6316 0

Vu le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

Vu la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

Vu le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

Vu l'agrément préfectoral délivré le **27 juin 2016** autorisant **Madame Isabelle DEGREMONT Epouse BRULÉ** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

Considérant la demande de renouvellement d'agrément formulée le **09 avril 2021** par **Madame Isabelle BRULÉ** ;

Considérant la conformité des pièces produites par **Madame Isabelle BRULÉ** le **20 avril 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

A R R Ê T E :

ART. 1 : Madame Isabelle BRULÉ, demeurant 42 Boulevard Mirabeau 13210 Saint-Remy-de-Provence est autorisée à exploiter, en qualité de représentante de la SARL " NOVES CONDUITE ", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

AUTO-ECOLE MIRABEAU CONDUITE 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE 13550 NOVES

(les droits des tiers étant expressément sauvegardés) ;

ART. 2 : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 12 013 6316 0**. Sa validité expire le **20 avril 2026**.

ART. 3 : Madame Isabelle BRULÉ, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0322 0** délivrée le **19 septembre 2019** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désignée en qualité de responsable pédagogique pour les véhicules de la catégorie B.

Monsieur Julien BRULÉ, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 13 013 0020 0** délivrée le **01 mars 2018** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique pour les véhicules des catégories deux-roues et BE.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

~ B ~ B1 ~ AAC ~ AM ~ A1 ~ A2 ~ A ~ BE ~

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

ART. 4 : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

ART. 5 : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

ART. 6 : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

ART. 7 : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

ART. 8 : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

.../...

ART. 9 : L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

ART. 10 : Le titulaire de l'agrément peut former un recours administratif auprès de l'autorité ayant délivré le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut également introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif, 22-24 Rue Breteuil - 13281 MARSEILLE Cedex 6 - www.telerecours.fr.

ART. 11 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Contrôleur Général, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

26 AVRIL 2021

POUR LE PRÉFET
LE CHEF DU BUREAU
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Signé

PIERRE INVERNON